

Le libertaire

Rédaction :
Administration : N. FAUCIER
73, rue des Prairies, Paris (20°)
(Chèque postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"	
FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 42 fr.	Un an... 50 fr.
Six mois... 21 fr.	Six mois... 25 fr.
Trois mois... 10 fr.	Trois mois... 12 fr.
115 fr. - 100 fr. - 100 fr.	N. Faucier 1165-55

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

A bas l'immonde peine de Mort !... Sacco et Vanzetti ne seront pas morts en vain

Le grand écrivain Upton Sinclair vient de publier en Amérique un livre intitulé *Boston*, dans lequel il dépeint le long et douloureux martyre de Sacco et de Vanzetti. Il retrace en ces termes comment l'odieuse juge Thayer rendit la sentence de mort :

« Il est décidé et ordonné par la Cour que vous, Nicolas Sacco, devez subir le châtiment de la mort par le passage d'un courant électrique à travers votre corps, pendant la semaine commençant le dimanche 10 juillet, en l'an de Notre-Seigneur mil neuf cent vingt-sept.
« Telle est la condamnation requise par la loi.
« Il est décidé et ordonné par la Cour que vous, Bartoloméo Vanzetti... »

Ici Vanzetti fit une interruption : « Attendez une seconde, je vous prie, Votre honneur, puis-je parler un instant avec mon avocat, M. Thompson ? »
— Je ne sais pas ce qu'il a à dire, dit Thompson.

— Je pense que je dois prononcer la sentence, reprit le juge Thayer... Bartoloméo Vanzetti devez subir le châtiment de la mort... »

Mais à ce moment on entendit l'exclamation sauvage de Nick : « Vous savez que je suis innocent ! Je l'ai déjà dit, je l'ai dit il y a six ans ! VOUS CONDAMNEZ DEUX INNOCENTS ! »

Solennellement, la voix murmurante reprenait la formule légale :
« Par le passage d'un courant électrique à travers votre corps, pendant la semaine commençant le dimanche 10 juillet, en l'an de Notre-Seigneur mil neuf cent vingt-sept.
« Telle est la condamnation requise par la loi... »

Vous condamnez deux innocents ! criaient Sacco et Vanzetti à leurs bourreaux. Et, faisant écho à leur protestation, tous les hommes de cœur, tous ceux qui avaient étudié tant soit peu l'affaire, répétaient aux représentants du capitalisme américain : « Prenez garde, vous allez assassiner deux hommes pour un crime qu'ils n'ont pas commis, qu'ils ne pouvaient, matériellement, commettre ». Et ce fut la campagne ardente, passionnée, la levée en masse de tous les êtres épris de justice et de solidarité humaine. Tout fut tenté. Mais que vouliez-vous faire qui puisse avoir prise sur les sept vieillards au cœur sec qui composaient la Cour Suprême de l'Etat de Massachusetts ?

Innocents ou coupables, Sacco et Vanzetti devaient mourir. N'avaient-ils pas commis cet autre crime, impardonnable aux yeux des bourgeois puritains, d'être des anarchistes ? Aussi, comme un défi lancé à la conscience humaine, fut consommé le hideux assassinat.

Or voici que les feuilles bourgeoises laissent entendre que Sacco et Vanzetti auraient très bien pu ne pas être coupables. A la suite d'une enquête faite par une revue new-yorkaise, l'*Outlook*, l'innocence des deux martyrs serait sur le point d'être établie d'une façon définitive. Voici, en effet, ce qu'on a pu lire dans la presse :

La thèse de la police qui prévalait au procès de Sacco et Vanzetti était que les deux crimes (celui de Braintree et celui de Bridgewater) avaient été commis par les mêmes individus. Or, voici qu'à la suite d'une enquête faite par l'*Outlook*, on va remettre aujourd'hui, au gouverneur du Massachusetts, M. Fuller, qui repoussa tous les appels à la clémence, une déclaration jurée, signée par un nommé Frank Sylva, et dans laquelle il avoue avoir pris part au crime de Bridgewater dans lequel Vanzetti n'avait absolument rien à faire.

James Meda, chef d'une bande de brigands, avoue que le crime avait été organisé par lui-même, et donne les noms des trois hommes, dont Frank Sylva, qui avaient été chargés de le commettre. Sylva a été longuement interrogé et contre-interrogé par des experts en investigations criminelles et d'éminents membres du barreau, et tous se déclarent absolument convaincus qu'il dit la vérité. Il a fait une relation complète du crime avec les détails, dont une visite à une salle de billard par les trois criminels qui, interrogés, l'ont pleinement confirmée. A l'époque, on n'attachait pas une très grande importance au crime de Bridgewater mais, comme le déclarait l'*Outlook*, on fit de cette affaire la base même du procès et de la condamnation des deux anarchistes italiens.

M. Filas Bent, un journaliste qui a dirigé l'enquête aboutissant aux aveux sensationnels de Sylva et de Meda, déclare que ce dernier, dans le but d'éviter l'électrocution de Sacco et Vanzetti, se rendit auprès

du gouverneur Fuller pour faire des aveux (ceci est absolument établi par des témoignages). Il s'enfuit du cabinet du gouverneur quand celui-ci l'interrompit au milieu de son récit pour appeler un policeman. Il se rendit ensuite auprès du capitaine chef de la police de l'Etat du Massachusetts pour faire des aveux, mais ce dernier, à son tour, refusa absolument de l'entendre.

Vous avez bien lu : le gouverneur Fuller comme chef de police, comme tous ceux qui s'étaient crimmellement ligüés contre nos deux camarades, se refusèrent à écouter le moindre témoignage qui, fatalement, aurait démontré d'une façon éclatante l'innocence des deux accusés.

Il est donc prouvé, une fois de plus que des magistrats, n'hésitent pas à tremper délibérément, cyniquement, leurs mains dans le sang de deux innocents !

Erreur judiciaire ? Non : Crime de classe, voulu, froidement prémédité, et qui ne peut que déshonorer un peu plus, si c'est possible, ceux qui l'ont perpétré et le régime pour la défense duquel il a été exécuté.

Il est donc possible, aujourd'hui qu'il ne reste plus de Sacco et Vanzetti que deux petits tas de cendres, il est possible que la bourgeoisie, sinon par simple souci de justice, mais peut-être pour servir la campagne électorale d'un parti quelconque, que la bourgeoisie consente à admettre leur innocence et donne l'ordre à ses juges à tout faire de réhabiliter leur mémoire. Cela réparerait-il l'outrage fait à la plus élémentaire justice, cela rendrait-il, aux enfants de Nicolas Sacco leur père ? Cela donnerait-il à Vanzetti, la possibilité de continuer son apostolat en faveur d'un avenir meilleur fait de beauté et de bonté ? Evidemment, non ! Mais nous pouvons, tout de même, profiter de cette tragique leçon pour nous élever contre la peine de mort, suprême honte de soi-disant civilisés et qui peut permettre à chacune de ses applications de supprimer un innocent.

L'Etat, qui froidement, tue est le plus lâche, le plus dangereux et le plus méprisable, parce que le plus lâche, de tous les assassins.

Pour lancer définitivement la campagne entreprise en faveur de Vial, le Comité de Défense sociale avait organisé, le 26 octobre, Salle des Sociétés Savantes, un grand meeting à Paris.

Disons tout de suite que ce meeting fut un véritable succès, et qu'il dépassa les espérances des plus optimistes. Pour obtenir ce résultat, il avait suffi que tous les groupements révolutionnaires se serrent autour du Comité de Défense sociale. Tous ont su faire largement leur devoir. Cette belle harmonie — qui se reproduira, nous l'espérons — a porté ses fruits.

Aussi, c'est devant une salle archicomble, bondée à craquer que le meeting s'est ouvert sous la présidence effective d'Eugène Dieudonné, ex-compagnon de chaîne et d'évasion de Vial, assisté de Le Pen, du C. D. S. et de Lucie Job, du C. D. S., condamnée dans l'affaire pacifiste de Lyon, aux côtés de Vial.

Besnard, du Comité de Défense sociale expose la vie de Vial enfant, jeune homme, soldat, militant syndicaliste et pacifiste. Il montre Vial, connaissant de bonne heure, tout jeune, les misères de la vie, souffrant après la mort de sa mère, de l'attitude de son père et de sa belle-mère, obligé de fuir le toit paternel, exerçant tous les métiers pour vivre et y parvenant à force de ténacité.

Il cite plusieurs traits de la bonté de Vial et fait connaître son action militante de syndicaliste avant la guerre et, après avoir exposé les raisons de son action pacifiste, il démontre la canaillerie légale dont Vial fut victime, canaillerie qui aboutit à le faire condamner à huit ans de travaux forcés pour des vols dont il était innocent et à dix ans de la même peine pour désertion et action pacifiste. Il indique et expose le caractère social de l'affaire Vial qui fut condamné pour satisfaire le grand patronat textile lyonnais. Il demande à l'opinion publique d'agir pour que Vial fut rendu aux siens et à ses amis.

VOIR LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE

Pour sauver Vial

Horrible suicide d'un exilé russe

La délégation étrangère des socialistes révolutionnaires de gauche et des maximalistes russes, nous fait part du terrible drame, dont les prisons soviétiques ont été le théâtre.

En février 1927, vivait exilé à Achabad (Turkistan), le socialiste révolutionnaire de gauche Logatschow. Agé de 29 ans et qui n'avait plus que huit mois d'exil à faire. A ce moment, la Tcheka, décidant de le condamner à une nouvelle peine, le chassa du Turkistan et l'envoya de force au lieutenant Kerky.

Elant tuberculeux, Logatschow exigea la réunion d'une Commission qui puisse l'aider à revenir sous un climat plus sain. Après onze jours de grève de la faim, il obtint gain de cause pour la Commission, qui décida même que vu le climat malsain de Kerky, on devait l'envoyer à Semiretschje.

La Tcheka ayant refusé d'exécuter ce décret, Logatschow déclara que tel jour il irait lui-même à Semiretschje. Il fut arrêté en chemin et de nouveau condamné à un an de prison. Mais cette fois, la Tcheka au lieu de le mettre au régime politique comme il le voulait, le mit au droit commun.

Au commencement de décembre, Logatschow en finit avec la vie en s'arrosant lui-même de pétrole, et en l'allumant ensuite. Après deux jours d'atroces souffrances il succomba.

(Traduit de l'Espéranto par le groupe esperantiste-anarchiste.)

RÉPONSE A NOTRE APPEL

Nous ne pouvons pas nous plaindre des résultats de cette souscription, c'est même un succès d'avoir pu ramasser près de cinq mille francs en cinq semaines si l'on tient compte de l'état de notre mouvement et des divisions qui l'ont ravagé.

Avouons, toutefois, que nous espérons recevoir au moins le double dans le même laps de temps.

Pour renflouer le « LIBERTAIRE », pour que l'Union Anarchiste fasse figure d'organisation sérieuse, pour que le Comité de Défense du Droit d'Asile mène à bien sa campagne, qu'est-ce que DIX MILLE FRANCS ?

Nous maintiendrons donc cette souscription durant encore une ou deux semaines afin que vous puissiez, camarades lecteurs, nous faire atteindre cette somme.

Adressez les fonds au chèque postal N. Faucier 1165-55.

CINQUIÈME LISTE

Dradin, 10 ; Villières Georges, 5 ; Pierre Al Jan et sa compagne, 5 ; Raoult Charles, 5 ; Strassel Emile, 10 ; Lucien Bardoulet, 15 ; Mort à tout régime autoritaire, 5 ; Mme Mathieu, 4 ; Jarlegan, 3 ; Bourgeois, 3 ; Louis Groc, 5 ; Michel Ferreres, 3 ; Eulrique Estrella, 3 ; Pacido Estrella, 2 ; Jaime Cervera, 3 ; Estrella Emile, 5 ; Sopéna Dominique, 3 ; Genalons Jacques, 4 ; Narcisse Faigueras, 10 ; Gomeri, 5 ; Rodriguez, 10 ; Robert Tonelli, 4 ; José Puol, 5 ; Bertrando, 2 ; Umbolito, 2 ; Quiconque, 5 ; H. W. Journet, 100 ; Bulgarsky, 5 francs.

VOIR LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE

Angeletti est libéré Battini aussi Damiani et Percino le seront bientôt

Angeletti a été libéré dimanche dernier. A ce sujet le quotidien bolcheviste a cru devoir faire un papier dans lequel il attribue aux « masses » communistes la libération de notre camarade.

C'est tout bonnement idiot... et mensonger. Jamais les « masses » en question ne se sont dérangées pour Angeletti ; le journal l'« Humanité » s'est, lui-même, toujours désintéressé de son sort.

Angeletti doit sa liberté, d'abord, au fait qu'il était innocent de l'attentat qui lui était reproché ; il la doit à ses camarades italiens du Comité de Défense des victimes du fascisme, il la doit à M. Torrès, qui se montra, comme toujours d'ailleurs, tout à fait chic et à la hauteur en cette occasion : il la doit à la presse de gauche, qui, à différentes reprises, est intervenue en sa faveur ; enfin il la doit peut-être aussi — et puis si nous commettons le péché d'orgueil, mais l'« Humanité » nous y force — au Comité de Défense du Droit d'Asile qui écrit ces lignes.

Quoi qu'il en soit, il est libre, et nous nous en félicitons. Angeletti adresse par la voie de ce journal, ses plus vifs remerciements à tous ceux qui l'ont soutenu et défendu.

Battini, emprisonné à Bruxelles sous le même prétexte qu'Angeletti était à Paris, a été remis en liberté à peu près à la même date que son camarade.

Et nous croyons pouvoir affirmer que Damiani et Percino seront, eux aussi, prochainement libres.

VOIR LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE

Le sens de notre campagne contre les expulsions administratives

Nous avons dû mal nous exprimer, puisque des camarades nous interrogent encore aujourd'hui sur le sens de notre campagne.

Deux mots d'explications sont donc nécessaires.

Lorsqu'un « étranger » résidant en France a commis une infraction aux lois de ce pays et a été, pour ce fait, condamné, il est, au surplus, automatiquement expulsé.

C'est ce qu'on appelle : l'expulsion légale.

Sur CENT étrangers expulsés, UN l'est dans ces conditions.

Les autres — les quatre-vingt-neuf — le sont sans avoir rien fait, sans être passibles des tribunaux, seulement parce que les ambassadeurs ont exigé leur départ : C'est ce qu'on dénomme : l'expulsion administrative.

Les anarchistes réprouvent ces deux sortes d'expulsions. Mais il ne s'agit point simplement de réprimer, il faut voir comment nous pouvons venir en aide aux réfugiés qui ont cru trouver ici un asile et qui se voient traqués comme ne le sont pas les animaux féroces dans la jungle.

Devons-nous attendre d'avoir fait notre révolution, d'avoir instauré l'anarchie, pour être sûr que l'humain, quel que soit le lieu de sa naissance, ne connaîtra plus ces atteintes hors nature portées à son droit de vivre, ici ou là ?

Où bien devons-nous arracher à la société bourgeoise toujours un peu plus de liberté dans l'attente de la liberté totale ?

Si nous étions majeurs, c'est-à-dire si nous avions la force, non pas d'imposer nos volontés, mais d'empêcher que d'autres nous imposent les leurs, ce n'est pas

à l'amélioration — directe ou indirecte — des lois que nous travaillerions, mais à leur abolition.

Ce jour viendra, mais, en l'attendant, nous ne pouvons point nous désintéresser du sort des meilleurs des nôtres qui, après avoir lutté vaillamment contre le fascisme de chez eux, se sont réfugiés ici, en France.

L'expulsion administrative, nous l'avons déjà dit, nous l'avons déjà démontré, n'a aucune base légale, elle est le fait du prince, ou plutôt du policier, et nous pouvons intervenir à sa suppression un tas de gens qui aiment bien que la « légalité » soit en tout sauvegardée : qui seront contre nous, demain, quand nous ferons notre révolution, mais qui sont, aujourd'hui, contre Sarraut et Chiappe quand ils expulsent administrativement.

Si notre campagne amène le législateur à déclarer « qu'on ne pourra expulser qu'après avoir condamné », 99 pour 100 des « étrangers » expulsés jusqu'ici seront sauvés dorénavant de l'expulsion.

Car 99 pour 100 des proscrits expulsés seront chassés de France, sans que l'on puisse leur reprocher l'ombre d'un délit.

Voilà indiqué — une fois pour toutes — le sens de notre campagne pour l'abolition des expulsions par voie administrative.

Et, maintenant, à l'œuvre tous plus que jamais. A l'œuvre TOUS, oui, car elle est rude la tâche que nous nous sommes assignée : vous vous doutez bien, camarades, l'intérêt qu'il y a pour les polices à faire durer cet état de choses.

Le Comité de Défense du Droit d'Asile

Nota. — Notre prochain grand meeting aura lieu le lundi, 12 courant. Tenez-vous prêts à y venir tous, camarades.

DANS LA SENTINE BOURGEOISE

Le père assassin qui noya froidement son gosse, comme on jette à l'eau un paquet importun, le noble de Reyssac, s'en tire avec dix ans de travaux forcés.

Il paraît que c'est, pour la justice bourgeoise, le prix de l'assassinat d'un « bêtard », car si l'enfant eût été « légitime » et issu de l'union sacrée du mariage, il est probable que la peine eût été plus sévère.

Nous n'avons pas, nous autres anarchistes, à nous associer à l'indignation vertueuse de la grande presse qui trouve tout de même que ce fils de bonne famille a été un peu loin, pas plus que nous ne faisons chorus avec ces habitués des séances de cour d'assises, qui, venus pour se repaître d'un spectacle d'un misérable dont on va prononcer l'arrêt de mort, poussent des hurlements de sadisme dégué.

Mais ce crime nous donne une fois de plus l'occasion de souligner le vrai visage de cette bourgeoisie dite respectable, mais qui est surtout tarée.

Voilà donc, grâce à un de ces abécés qui crévent de temps à autre, mise à nu une honnête famille bourgeoise. Elle est pieuse, austère, et jouit de la considération générale. Elle est charitable et fait l'aumône à ses anciens domestiques. Elle n'est « pas fière » : le fils joue aux cartes avec les bonnes gens du village. Il couche même, pour s'amuser, avec la servante. Mais, lorsqu'il lui a fait un enfant, l'honneur de la maison réclame naturellement que l'on chasse au plus vite cette fille perdue, dont la grossesse risquerait de créer un scandale, et on lui glisse, généreusement, quelque argent — pour la faire taire — Ça, c'est l'histoire de tous les jours, et, jusqu'à présent, la « morale » est sauve : tout s'est passé sans bruit, donc proprement.

Malheureusement pour l'honorable famille de Reyssac, son rejeton a manqué par la suite d'habileté. Au lieu d'aller encore quelques billets de banque, il a choisi un moyen qui lui paraissait à la fois moins coûteux et plus radical, il a fait disparaître « l'intrus », cause de tous ces ennuis. Mal lui en prit, puisque ce moyen expéditif, employé pour éviter un scandale, devait en occasionner un plus grand. Aussi comprend-on bien le sens de cette exclamation de l'assassin, qui, sans un mot pour sa petite victime, ni pour la malheureuse mère, demande pardon à sa famille, tout penaud d. son mauvais calcul. Lui qui avait cru ainsi l'affaire réglée proprement « l'honorabilité du nom » sauvegardée ! Pas de chance, vraiment !

Il y a de ces « faits divers » qui ont la saveur des contes de Maupassant.

Edifiant spectacle aussi, que celui de ces gens qui, n'appartenant pas à la bourgeoisie par la classe, en possèdent néanmoins

la mentalité. Ces ragots de commères déversés à la barre, comme ils s'tuent bien leurs auteurs ! Dans ces âmes de larbins rampantes et pleutres, les préjugés des maîtres sont solidement enracinés. La victime, après tout, ce n'est qu'un enfant « naturel », un être qui n'a pas sa place comme les autres dans la société. Et les commères du village, d'honnêtes mères de famille, sans doute, de s'acharner sur une mère dont on a tué l'enfant pour décharger l'assassin, un jeune homme si bien élevé, pensez donc !

Comme dans l'affaire Mestorin les employés s'étaient fait les zélés complices du patron, ici les demi-servs du village prennent le parti du « Monsieur ». Bourgeois corrompus par une morale de caste et de classe et laquais à plat ventre devant les plus forts, c'est à qui rivaliser de bassesse et de crapulerie. Une odeur de sentine monte de toutes ces ordures, bien d'gnes d'une société qui ne se maintient que grâce à la lâcheté du plus grand nombre. Laissons donc ces lâches grouiller dans leur fange, en attendant d'y porter le fer rouge purificateur.

Mais s'il eût encore des individus capables de réfléchir et que l'ambiance n'a pas complètement pourris, de pareils spectacles devraient leur ouvrir les yeux, leur faire comprendre que cette morale avec un grand M, au nom de laquelle on juge et on persécute, n'est utile que pour couvrir un amas d'ignominies et de saletés.

Et, s'il y avait une conclusion à tirer, elle serait pour encourager les efforts anarchistes dans leur lutte contre un tradition toujours nocive et bien souvent criminelle, fondée au mépris des lois de la raison et de l'humanité.

L. PELLETIER.

Le cynisme de l'Evêque

Nous avions dit : « N'attendons rien de l'âme charitable des entendants, si nous voulons obtenir la libération de Martin il faut agir, il faut remuer l'opinion publique. » Nous avions cent fois raison et aujourd'hui plus qu'hier l'heure doit être à l'agitation en sa faveur.

L'évêque de Sees a renouvelé son versement de 210 francs au guichet de la prison de Brest.

René Martin restera au Bouguen un mois de plus. Peut-on être plus cynique ?

Quand on pense que la goularterie du Pasquier peut se renouveler mensuellement pendant une année, un sentiment de révolte nous anime.

Nous en appellerons aux Sagiens, aux Alençonnais, aux habitants de l'Orne et nous verrons qui sera le mieux servi pour 210 francs.

"L'AUTOCRITIQUE" EN RUSSIE

Ce mot retentit dans ce pays où la voix de l'ouvrier est étouffée par tous les moyens, où toute presse à l'exception de celle du gouvernement est interdite, où toute remarque critique entraîne l'accusation d'être « un ennemi du peuple » ; c'est pourtant dans ce pays que le 3 juin 1928 parut un manifeste signé du Comité Central du Parti communiste russe et adressé à tous les ouvriers. Le Parti exhorte ceux-ci à exercer « une autocritique rigoureuse pour en faire un levier de lutte pour une véritable amélioration de l'appareil tout entier ». Un peu plus loin le même appel affirme : « Le mot d'ordre de l'autocritique, sans pitié pour les personnalités, est le principal actuellement ». Dans un autre endroit, le même document dit : « Rien que la démocratie au sein du Parti et des syndicats, appliquée d'une manière conséquente, créera un contrôle permanent des masses ». En effet : « en dehors de ces conditions, le mot d'ordre de l'autocritique se transformera en une paperasserie de pure forme ».

Le Parti qui, tout récemment, chassait cruellement de ses rangs les meilleurs militants coupables d'exiger un peu de démocratie dans leur organisation ; le Parti qui, au dernier Congrès de l'I.S.R., par l'intermédiaire de son missionnaire Lozovski, dans le domaine syndical déclarait que le caractère distinctif des syndicats russes était leur soumission à l'organe politique ; le même Parti fait appel à l'autocritique et à la démocratie chez lui et dans les syndicats !

Mais alors, que représente cette fameuse campagne pour l'autocritique ? Est-ce que réellement le Parti, ou plutôt son Comité central, ont vraiment décidé de réaliser la démocratie au sein du Parti et des syndicats afin de conserver certaines positions ? Nous pensons que tel n'était pas le but visé. Par la suite, nous nous efforcerons de démontrer qu'une pareille concession est incompatible avec la maintenance d'une dictature. L'objectif était beaucoup moins noble. Il s'agissait de répéter le truc du procès du Donetz : il fallait détourner l'attention du prolétariat de la véritable source du mal, des conséquences de la dictature d'une caste dominante le Parti. De même que les événements de Chakhty n'auraient pu se produire en présence d'un contrôle de la masse ouvrière de même « la bureaucratie, l'avilissement devant les fonctionnaires, la tyrannie, l'oubli des intérêts de la masse » (voyez le manifeste) contre lesquels les ouvriers sont appelés à intervenir, n'auraient pu exister. Le gouvernement russe ayant découvert les saboteurs des mines n'admet pas le prolétariat à la direction et au contrôle de la production ; au lieu de mesures radicales, il organisa un procès pour « l'exemple » et fusilla cinq ingénieurs ; tout le reste demeura comme par le passé. C'est, bien le même artifice qui se répète dans la campagne pour l'autocritique.

Ce n'est pas la première fois que le prolétariat russe est appelé à intervenir dans de pareilles campagnes ; il a déjà dans le passé montré ce qu'il en pensait. Aussi l'éditorial de la « Pravda » du 10 juin 1928 écrit : « Il ne faut pas se représenter l'orientation adoptée par le Parti pour développer l'autocritique comme quelque campagne provisoire. C'est là un long processus organique. Mais après avoir donné cette définition, l'auteur s'empresse de formuler des réserves : « La classe ouvrière de l'U. R. S. S. sait parfaitement distinguer la critique sérieuse, créatrice, prolétarienne d'une « critique » venant de l'ennemi de classe. Cette restriction contient le point faible de la campagne. En effet, c'est précisément la bureaucratie contre laquelle cette activité devrait être dirigée qui déterminera où est l'ennemi de classe.

Voyons pourquoi l'appel du parti à l'autocritique ne pouvait avoir, en aucune façon, pour but l'extension réelle du contrôle ouvrier et l'instauration de la démocratie au sein du Parti et des syndicats.

Les chefs actuels du Parti communiste russe, dirigeant également le mouvement syndical, comprennent parfaitement qu'en lançant le mot d'ordre de l'autocritique ils jouent avec le feu. Ils savent que le prolétariat russe peut sortir du cadre qui lui est fixé et diriger son action directe contre le mal fondamental du régime : contre l'asservissement des syndicats par l'Etat. Même le « Troud », l'organe de la C. G. T. russe, suffisamment approvoisé et domestiqué, écrivait, dans un article de fond, le 8 avril 1928 : « Certains militants syndicalistes estiment que les abus découverts à Artiemovsk, Smolensk et autres lieux ont simplement pour cause un mauvais choix des individus. La vérité est bien autre. Par leur propre sentiment, certains fonctionnaires syndicaux d'Artiemovsk et de Smolensk n'étaient pas du tout de mauvais ouvriers et révolutionnaires. Mais des méthodes de travail mal appliquées sans contrôle suffisant des masses les ont séparés de celles-ci, les ont corrompus, en ont fait des bureaucrates. » Voyant cette façon de voir, les chefs ont battu en retraite. Ainsi Tomski disait dans un discours prononcé devant les élèves de l'Ecole Syndicale Supérieure : « La période actuelle de l'autocritique a un défaut fondamental : nous nous laissons tous extraordinairement entraîner à divulguer toute sorte d'abus, de faits monstrueux, en perdant complètement de vue tout ce qui dissimule la magnifique héroïsme de la classe ouvrière... » Un peu plus loin, il affirme : « En liaison avec l'extension de l'autocritique, certains posent la question de la « liberté » de la critique en général... » (Troud, 20-26-28).

Et alors, d'accord avec l'opinion du leader syndical, l'article de fond du Troud du 29 juin 1928 écrit : « ...Il faut se souvenir qu'il s'agit d'autocritique au sein de la classe ouvrière, de notre critique à nous. Et c'est pour cela qu'elle doit être, comme

l'a dit avec raison le camarade Tomski, une critique de camarade. »

Mais, quelle est la valeur de celle-ci pour le prolétariat russe si on la considère en dehors des objectifs et des manœuvres du Parti et du gouvernement ? En présence du régime actuel, jusqu'à quel point cette autocritique peut-elle être réalisée et que peut-elle donner à la classe ouvrière ? Pour répondre à cette question des plus importantes pour nous, nous devons une fois de plus examiner la véritable nature de classe du régime russe. On est souvent amené à commettre de grandes erreurs en abordant les questions sociales et politiques avec un parti-pris absolument déterminé. Ainsi on est habitué actuellement à considérer tout gouvernement réactionnaire comme fasciste en perdant complètement de vue les particularités spécifiques du fascisme. La même erreur est commise en caractérisant le régime russe comme étant seulement la dictature du Parti communiste tout entier.

Nous allons citer quelques cas précis pris dans la vie des ouvriers, membres du Parti, démontrant qu'en aucun cas on ne peut considérer que ceux-ci participent au pouvoir et à la dictature. Ainsi la « Rabotchaia Gazeta » du 23 juin 1928, dans un article intitulé : « Ce que l'on entend derrière les murs de l'usine », affirme : « Certains communistes voient-ils les défauts et les abus ? Ils les voient et ils se taisent. Sidorov, membre du Parti, dit : « Je ne parlerai pas contre les dirigeants ; j'ai peur d'être congédié ». Voici un autre cas décrit dans le même numéro de la « Rabotchaia Gazeta » : « Aux dernières élections du Comité d'usine, lorsque les ouvriers voulurent quelque peu critiquer l'activité du président, on vit Tkatchev (directeur de l'usine) intervenir comme une sorte d'avocat, pour affirmer : « Il ne faut pas donner la parole aux ouvriers au sujet du rapport. » Les ouvriers quittèrent immédiatement la réunion après ces paroles. Jakovenko, correspondant ouvrier, communiste, décrit ce cas dans un journal ; à cause de cela, depuis deux mois il est sans travail. Il s'est adressé par dépêche au Service des Travaux Municipaux de Moscou. Celui-ci ordonna au directeur Tkatchev de le reprendre au travail. Tkatchev s'y refusa. Une Commission spéciale enquête sur l'affaire sur place ; elle reconnut que : « Le directeur a congédié Jakovenko pour ses divulgations ». La dernière dépêche de Jakovenko est ainsi conçue : « Pas de résultat. Je meurs de faim. Quant au directeur Tkatchev, il continue à administrer.

Voici un autre cas caractéristique signalé dans la « Rabotchaia Gazeta » du 10 juin 1928 : « Récentement quelques ouvriers de la manufacture de chaussures de Minsk posèrent devant la cellule du Parti la question de l'attitude odieuse de Fourman, directeur adjoint de l'établissement qui avait tenté de les violer. La Région d'Octobre du Parti communiste de la Russie Blanche à Minsk proposa de congédier ces ouvriers pour avoir semé des troubles ; quant à Fourman, elle ordonna de lui confier un autre travail administratif ».

Le « Troud » du 21 juin 1928 raconte le cas de Matioukhine, correspondant ouvrier, membre du Parti, de l'usine « Estampage Rouge », du nom de Mary de Nikolaev, congédié pour avoir critiqué le contremaître Tsvetkov dans le journal mural. Dans la même usine, vingt correspondants ouvriers sur trente furent congédiés sous prétexte de réduction de personnel. La lettre se termine comme suit : « Les correspondants ouvriers qui, jusqu'à maintenant, se dépensaient pour démasquer hardiment le fléau de l'usine, disent maintenant, désillusionnés, qu'il n'y a rien à faire contre les supérieurs... ».

Où sont donc ces supérieurs contre lesquels les simples communistes n'ont aucun recours ? Ce sont les dirigeants de l'industrie et du commerce russes, les bureaucrates du Parti, des syndicats et de l'Etat. C'est une couche sociale ayant des intérêts politiques et économiques communs, agissant envers l'ouvrier, même membre du Parti, comme envers un objet d'exploitation. Or, les sommets du Parti qui gouvernent sont apparentés par leur position sociale à cette classe qui s'est constituée à la suite de la révolution ; d'ailleurs l'Etat bolchevik cherche un appui dans la société ; dans son effort il distribue largement des privilèges aux administrateurs et aux ouvriers les plus qualifiés.

En nous basant sur toutes ces considérations nous voyons l'actualité de la lutte des classes pour le prolétariat russe. Dans cette bataille il doit donc avoir de vrais syndicats indépendants capables de défendre ses intérêts. Ces syndicats lui manquent comme on voit d'après la déclaration officielle de Lozovski ci-dessus citée.

Est-ce que la critique peut combler cette lacune énorme de l'existence des organisations de classes ? Certes non, mais l'autocritique, en faisant ouvrir les yeux des ouvriers, en leur montrant les plaies du régime, pourrait indirectement, en fin de compte, amener la séparation des syndicats de l'Etat.

Toutefois, cela ne pourrait se produire que s'il existait en Russie un minimum de conditions permettant cette critique. En effet, si Trolski et les siens, malgré que l'on ait annoncé la nécessité de la démocratie au sein du Parti restent encore en exil, qu'advient-il de l'ouvrier qui oserait critiquer à l'usine, au Comité d'usine ou dans le syndicat ? Dans les exemples ci-dessus cités, nous voyons qu'avant tout il perdrait sa place, et de là il pourrait être victime de la Guépéou...

Non, le manifeste du Parti communiste russe en exhortant les ouvriers à l'autocritique n'a établi aucune garantie de la réalisation de celle-ci ; il a ainsi trompé une fois de plus la classe ouvrière.

Créer des syndicats de classe indépendants de l'Etat ; obtenir grâce à eux une parole et une presse ouvrière libres : voilà ce dont a besoin avant tout le prolétariat russe. Il y arrivera en passant outre aux appels hypocrites de ses ennemis de classe.

L. METTE.

Pour sauver Vial

SUITE DE LA 1^{re} PAGE

M^{re} Dejean, avocat de Vial et du C. D. S., expose le côté juridique de l'affaire. Il démontre avec facilité l'innocence des charges imputées à Vial par des coaccusés peu scrupuleux, qui étaient pourtant ses obligés. Il n'a aucune peine à prouver que Vial est totalement étranger aux vols pour lesquels il a, cependant, été condamné. Utilisant alors les documents même de l'instruction, M^{re} Dejean, fait ressortir les multiples contradictions des coaccusés de Vial, dont certains iront jusqu'à la rétractation partielle avant le jugement, pour se rétracter complètement après, malheureusement tard pour que ce fait puisse entraîner, juridiquement, la révision du premier procès Vial.

Après avoir exposé comment l'instruction fut hâtivement clôturée et dit que Vial fut condamné par le Conseil de guerre, non comme pacifiste, mais comme voleur, l'avocat de Vial, déclarant que celui-ci ayant revendiqué son action en faveur de la paix « crime » puni de cinq années de prison, devrait être libéré depuis cinq ans déjà. Il demande sa libération immédiate et son rapatriement.

A Han Ryner était dévolue la tâche de présenter la vie familiale de Vial, de montrer la bonté inaltérable, le dévouement inébranlable de l'innocent. Il s'en acquitta avec une émotion intensément communicative. Mais Han Ryner avec l'admirable conscience qu'il apporte à tout ce qu'il entreprend, avait aussi étudié le dossier Vial. Et c'est ainsi qu'il fit connaître, à son tour, l'action syndicale de Vial et de sa compagne Rose Vial dans les syndicats des Appréteurs et des Guimpères de Lyon, d'où ils furent chassés par des dirigeants apeurés. Entrant dans l'examen du procès, l'orateur démontre comment fut organisée la machination odieuse qui permit de se débarrasser de Vial. Il expose le rôle singulier du juge d'instruction qui, sans inquiéter la conscience, Vial à la cour d'assises, alors qu'un non-lieu s'imposait ; il fait ressortir l'attitude ignoble du commissaire-rapporteur près le conseil de guerre qui, comme son collègue civil semble n'avoir eu pour objectif que de faire condamner Vial, en utilisant les pires armes forgées de concert par les deux justices : civile et militaire, pour perdre un militant, un pacifiste, un honnête homme-né, bon entre les hommes.

Han Ryner conclut en fustigeant Painlevé, ce pacifiste à faux-nez, qui vient de refuser la grâce de Vial ; il demande au public d'exiger, en ces temps de pacte Kellogg-Briand, que le gouvernement nous rende nos prisonniers de guerre.

Après que Le Pen eut excusé Paul-Louis et Georges Pioch, empêchés, mais de cœur avec l'assistance, la parole est donnée à Dieudonné qui vécit pendant cinq ans avec Vial au bagne. L'accueil enthousiaste fait à Dieudonné, dès qu'il se leva, prouva combien celle-ci était de cœur avec lui. En même temps qu'elle saluait le retour d'un innocent, elle demandait la libération d'un autre.

Avec une grande simplicité, avec des mots qui allaient droit au cœur de chacun, Dieudonné retraça la vie de Vial au bagne. Il le montra lui, fort et courageux, faisant la tâche des plus faibles pour qu'ils ne soient pas punis. Il fit voir un Vial qui se dévouait inlassablement auprès des fiévreux, partageant avec celui-ci son pain, avec celui-là son quart de café, donnant à cet autre les quelques sous péniblement gagnés. Il relate ses évasions, surtout la dernière, son retour au bagne après avoir été libéré par le Brésil, pour son action en faveur de Sacco-Vanzetti. Enfin, pour terminer, Dieudonné, donna connaissance de la magnifique conduite de Vial au cours de l'incendie qui détruisit à Cayenne la maison Tanon, qui lui valut d'être cité à l'ordre du jour de la Colonie et à l'« Officiel », en même temps que le gouverneur Maillet, convaincu de son innocence, comme l'étaient ses prédécesseurs : MM. Chanet et Juvanon, demandait sa grâce, à la faveur de l'acte de courage accompli par Vial.

L'assistance, dont l'attention ne se démentait pas un instant — malgré que de nombreux auditeurs fussent debout — manifesta aux orateurs, par des applaudissements enthousiastes et répétés qu'elle était de cœur avec eux, avec le Comité.

Ce n'est pas seulement la grâce de Vial — qui a presque terminé sa peine — que nous demandons, c'est sa libération, son retour en France, à Lyon, parmi les siens, parmi ses amis. Après le dernier acte à l'actif de Vial, le ministre de la Justice ne voudra pas s'opposer un instant de plus à la réparation d'une injustice qui n'a que trop duré. Il serait même juste qu'il prenne l'initiative de cette mesure. S'il tardait trop, l'opinion publique, désormais alertée, saurait certainement lui rappeler cette affaire. Et maintenant, la province a la parole. Qu'elle en use.

Le Comité de Défense Sociale.

En réponse à notre appel

SUITE DE LA 1^{re} PAGE

Recu en argent suisse : C. F. 1 ; M. C. 0,50 ; F. C. 0,50 ; R. D. 0,50 ; le Couvreur, 1 ; Panazzini A., 1 ; Borson Louis, 2,50. Total : 40 francs français. Marius, 5 ; Louis, 1 ; Pierre, 1 ; Romfort, 1 ; Marius 2 ; Boisson Louis, 5 ; un sympathisant S. L., 5 ; X., 2,50 ; Genade, 2,50 ; Letautier, 1 ; X., 2 ; Lapiere, 5 ; Rabin, 2 ; Eragne, 1 ; Moutié, 1 ; Gerbault, 1 ; Illisble, 1 ; B. S., 2 ; M. T., 5 ; Paulin, 2 ; J. Vuillemin et ses amis, 8 ; Réva, 2 ; Bas-Jean, 5 ; Rondranse, 6,50 ; Garnier A., 3 ; Dubouquet, 3,50 ; Julien Bradin, 10 ; Le Laun Auguste, 5 ; Jean Treguer, 5 ; Urin Edmond, 5 ; Fernand Lafitte, 10 francs.

François Noguet, 25 fr. ; Terisa Fresquet, 25 francs ; Mirande, 2 fr. ; Astruc, 2 fr. ; Henriette Astruc, 2 fr. ; Tricheux, 2 fr. ; Sergent, 3 francs.

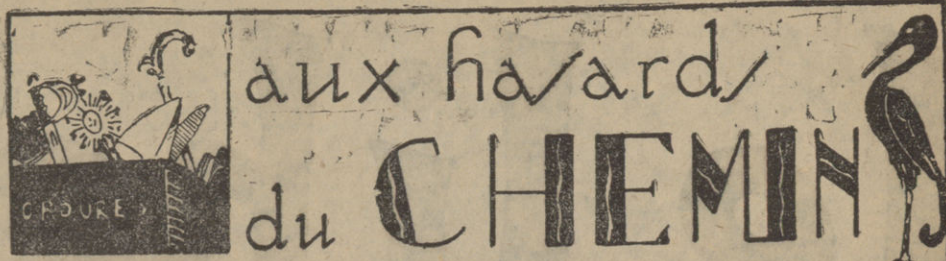
Versé à Odéon à la fête du 14, 5 fr. ; Le Crix et sa compagne, 5 fr. ; Henri, 5 fr. ; Flament, 5 fr. ; Vandeputte, 2 fr. ; Petit Théo, 3 fr. ; François, 5 fr. ; Duquesne, 2 fr. ; Léonie, 1 fr. ; Dejaeger, 2 fr. ; Navarro, 20 francs.

Dans la 3^e liste, au lieu de Pierre Sant, 15 francs, lire 10 francs.

Dans la 4^e liste, au lieu de J. Cronlon, 10 fr., lire 4 fr. ; ce qui porte le total à 4.468 fr. 75.

Total de la 5^e liste : 4.976,75.

Total à ce jour : 514 francs.



LES RESPONSABLES

Les quotidiens, il y a quelques jours, consacraient de longues colonnes à l'affaire Pierre de Crouzet-Rayssac. En lisant les comptes rendus des débats, qui se déroulaient devant la Cour d'Assises de la Haute-Garonne, on aurait cru lire un vieux roman de Pierre Decourcelle. Et pourtant nous étions en pleine réalité.

Voici l'histoire. Un jeune hobereau, profitant de sa situation de fils de la maison, coucha avec la bonne de ses parents. Cependant à force d'échanger des impressions dans l'intimité « le ventre de la méchante chousse ne dévessa d'enfer » comme eut dit Gaston Cousté. Quand la situation de la maison devint « intéressante » au point de s'apercevoir à l'œil nu, les parents du jeune coq prièrent l'amoureuse d'aller se faire pendre ailleurs. Ils lui donnèrent quelque menu monnaie : de temps en temps, ils lui envoyaient une petite somme pour qu'elle puisse nourrir le rejeton de leur noble fils. Mais celui-ci se maria. Les « se-cours de maternité » cessèrent. La pauvre Joséphine ne pouvant subvenir aux besoins de son enfant envoya une lettre à la mère de son trop viril gâlot. Ce fut lui qui vint au rendez-vous. Il tenta de lui faire placer l'enfant à l'Assistance Publique ; comme cette institution n'en voulait pas, il prit le gosse et alla le jeter (à l'insu de la mère) dans le canal du Midi.

Aux assises, il eut une attitude cynique et pitoyable à la fois. Et le talent oratoire de Moro-Giafferi ne suffit pas à la faire absoudre par le jury.

Je connais plus d'une personne qui, en lisant les débats, s'est écrié : « Ah ! le salaud ! on devrait lui couper la tête ! »

Eh, bien ! Au risque de passer pour un amoureux du paradoxe, je soutiens que Pierre de Crouzet aurait dû être acquitté, car s'il est responsable d'un acte certes abominable, il ne l'est que dans une très faible mesure — et que, tout bien pesé, ce ne fut, lui aussi qu'une lamentable victime.

Victime de la famille, victime des préjugés, victime de la société.

Victime de sa famille parce qu'il se devait de porter haut et droit l'honneur de la vieille noblesse française et qu'il ne pouvait faillir. Les seigneurs, dans le temps, n'étaient-ils pas des gaillards qui se faisaient offrir le droit de cuissage ! Quand les de Crouzet apprirent la maternité de leur bon, ils durent se dire en riant : « Quel coq, que notre Pierre ! »

Mais il faut éloigner cette femme. Un bon sang ne peut faillir ! et un noble quand il met enceinte une fille du peuple, cela n'a pas d'importance. Au reste, quand ce sont des fils de bourgeois qui en font autant, ils ne se gênent pas pour « platifier » la malheureuse qui commit la faute d'écouter son cœur et ses sens. L'honneur du nom exige qu'un de Crouzet ne se médisse pas. Tant pis pour elle, elle n'avait qu'à ne pas se laisser prendre au jeu. Et le jeune homme crut bien faire que de supprimer celui qui, plus tard, si sa mère lui apprenait la vérité, pourrait être une tache à son blason et un objet de scandale.

Victime des préjugés stupides et inhumains qui font qu'on reproche à une femme de se donner à qui plaît à son cœur, alors qu'on considère comme normal l'homme qui va fouiller au dessous de n'importe quel jupon. Préjugés absurdes et criminels qui font retomber la responsabilité morale de l'acte d'amour sur la seule femme, et qui portent presque au pinacle l'homme qui à la renommée d'être un coiffeur effréné. Préjugés barbares qui cinglent la malheureuse fille-mère, alors qu'ils laissent blanc comme neige, le saligaud qui lâche une femme quand il lui a fait un gosse.

« Bah ! s'est-il dit, elle a « marché » avec moi, elle marchera avec d'autres. C'est une dévergondée, et puis, après tout, je ne vois pas traîner un boulet pendant toute ma vie pour un quart d'heure de plaisir. »

Car hélas ! en notre société la femme n'est encore trop souvent pour l'homme qu'un instrument de plaisir, qu'une femelle bonne à assouvir ses besoins de male.

Victime de la société qui lui a mis dans la tête que quand on a de l'argent et que l'on est d'une caste, on pouvait tout se permettre. Oui, de Crouzet n'est qu'une minable victime de cette société qui oblige l'homme à être un loup pour l'homme ; qui oblige d'aucuns à accumuler les cadavres pour se faire une place dans la vie. Victime du régime social qui a pris comme devise : Vivre d'abord !

Les responsables de son meurtre, ce sont tous ceux qui vivent de nos préjugés, de nos traditions et qui combattent pour les maintenir.

Alors ! Que peut-on reprocher à Crouzet ? De n'en avoir tué qu'un. Si seulement tous ceux de l'Etat-Major, de la Finance, de la mercantile et du Comité des Forges s'étaient contentés du tableau de chasse de ce jeune hobereau, il y aurait peut-être des millions de cadavres de moins à déplorer.

Et pour ma part, je ne puis que le féliciter de sa modestie.

Aristobole.

LE « TEMPS » NEO-MALTHUSIEN...

L'auteur Temps, qui l'eut cru, vient de donner asile à une prose nettement anticonceptionnelle et, par conséquent, susceptible d'occasionner à son auteur, M. Edmond Jaloux, des désagréments aussi juridiques qu'injustifiés. Le moins qu'il puisse recueillir, c'est six mois de prison.

L'homme qui procède sans savoir comment il nourrirait ses enfants devra les livrer au hasard et à l'infortune », a écrit M. Edmond Jaloux.

Commentant cet article, Sixte-Quenin écrit dans le Populaire : « N'est-ce pas cet homme vouant des enfants à l'infortune qui mérite six années de prison, plutôt que M. Jaloux ? »

Nous ne demandons la prison pour quiconque, mais nous approuverons toujours

tout ce qui tendra à faire réfléchir les brutes inconscientes, procréatrices de chair à travail, de chair à canon et de chair à trottoir.

SI J'ETAIS PAPE...

L'ex-sans-patrie, Tatave, ex-mauvais sujet de la Guerre Sociale le père spirituel de Mlle Cizaille et de M. Browning celui qui ne fut après tout qu'un ignoble provocateur au service de son ami Briand, écrit dans sa Vie-toire, au sujet de l'échauffourée de Pons : « Si j'étais le pape, après le geste vengeur que vient de faire l'Action Française, quel que soient ses torts envers lui, je lèverais l'espèce d'excommunication lancée contre elle.

« L'Action Française, écrit-il, nous a donné-là une belle leçon de crânerie, d'organisation et de discipline ».

Nous sommes bien loin du temps où le même Hervé, citait en exemple le geste vengeur de Liabent !...

L'EVEQUE SE DEGONFLE

Plusieurs journaux de gauche ayant mis en cause les monsignors de Bordeaux et de la Rochelle, les accusant de provocation, l'évêque de la Rochelle a fait passer un communiqué aux journaux disant qu'il « a toujours désapprouvé les doctrines de violence » et demande par qui, le jeune homme de Nanterre qui fut blessé d'une balle a été envoyé à Pons.

Les « catholiques soumis » sur lesquels régnent nos seigneurs les évêques savent, en effet, qu'ils n'ont pas de meilleurs amis que les ministres républicains et laïques convaincus plus que jamais « qu'il faut une religion pour le peuple ».

Groupe des 5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondissements

Nos Conférences

Samedi 3 novembre

à 21 h., 6, rue Lanneau (métro Saint-Michel)

SYNDICATS ET PARTIS POLITIQUES

par B. Broutchoux

Participation aux frais : 1 franc.

Samedi 17 novembre

à 21 h., 111, rue du Château (14^e).

HISTORIQUE

DU MOUVEMENT MAKNOVISTE

par Pierre Odéon

PROPOS d'un PARIA.

Il y avait longtemps que les camelots du Roy n'avaient fait parler d'eux. On pouvait se figurer que, atteints par les bulles pontificales, ils s'étaient envolés avec celles vers des nubes plus hospitalières. Heureusement, l'inauguration en grande pompe du monument du petit père Combes leur a fourni une occasion de se distinguer. A quarante, comme un seul homme, ils se sont rûs sur le buste inoffensif qui ont écorché le pit et arraché la barbe. Ils avaient compris, hélas, sans la garde mobile, institution bougrement démocratique qui a charge d'assurer l'ordre, de réprimer les troubles et plus spécialement d'assommer ou de fusiller les ouvriers en grève. L'un d'eux, en est mort. Rassurez-vous ce n'est pas de Pujol ni de Maurras qu'il s'agit, mais tout simplement d'un malheureux comptable. Un autre venu tout spécialement de Nanterre, et typographe de profession, s'en tire avec une balle au bras.

Je me demande ce qui a poussé ce comptable, ce typo et leur quarantaine d'acolytes à livrer assaut contre ce bloc de pierre ? Sans doute étaient-ils, comme la garde mobile, en service commandé.

Car le moment d'une telle inauguration était vraiment bien choisi pour ne susciter de la part de la gent cléricale la moindre protestation. Moines et nonnettes, hommes en sandales et porte bure ne s'appréhendaient pas à reprendre, grâce à un radical « Herriot » et à ses compères de l'Union Nationale, le chemin de la douce France redevenue la fille chérie de notre sainte mère l'Eglise ?

L'inauguration de Pons, n'était, après tout qu'un prétexte à palabre ; une petite, toute petite satisfaction d'amour-propre accordée aux mécréants de la libre-pensée, un chiqué de plus.

Une chose curieuse, c'est l'attitude de la presse de grande déformation au sujet du malencontreux coup de revolver qui envoya directement en enfer — le malheureux étant excommunié — l'un des mercenaires de M. Pujol. Ne dit-on pas que l'auteur du meurtre est défrayé à la justice militaire et qu'il devra trouver qu'il était bien en état de légitime défense ?

Voilà qui est nouveau. Voilà qui va plonger dans un abîme de perplexité les cerveaux butés des pandores et autres bouillottes qui se croyaient conformément aux précédents, autorisés à tirer — n'ont-ils pas sous la main tout ce qu'il faut pour cela ? — sur tout ce qui a une apparence de manifestant.

Une autre fois, soyez-en certains, ils s'informèrent auparavant de la qualité de leurs adversaires ; s'ils sont anarchistes ou communistes, ou tout simplement des ouvriers sans étiquette, alors là, pas d'hésitation. Ils n'auront à craindre ni la réprobation de la presse bien pensante, ni des poursuites. Ils seront au contraire félicités et proposés pour l'avancement. Ils seront couverts par leurs chefs hiérarchiques, et un quelconque Sarraut, répondant à un interpellateur pour la forme se fera applaudir en vantant leur conduite « héroïque ».

C'est là toute la morale à tirer de ce simple fait divers. — Pierre Mualdès.

(*) Un manguier « d'oppositionnels » bien connu tel que Slepikov a été obligé de reconnaître dans la Pravda du 17/6/28 : « Des procès dans le genre de celui de Chakhty n'ont pu se produire qu'en face de l'affaiblissement du contrôle des masses, en face de l'absence de l'autocritique du Parti et du prolétariat ».

DANS LE JARDIN D'AUTRUI

Le vote obligatoire. — La situation du mouvement anarchiste et l'organisation.

Les récentes élections cantonales — désignation des conseils généraux et des conseils d'arrondissement, les premiers ne servant pas à grand-chose, les seconds ne servant à rien du tout — ont démontré, une fois de plus, par le nombre remarquable des abstentions, le désintéressement des citoyens pour ces comédies périodiques, grotesques et parfaitement inutiles quant au bien public que représentent les élections de toute nature.

Les politiciens ne sont pas sans s'émouvoir devant cet abstentionnisme grandissant. La foi politique s'en va, c'est incontestable. Aussi s'en inquiètent-ils sérieusement, car c'est là l'indice certain d'une transformation mentale chez les individus, qui ne consentent plus à être seulement des électeurs. Notre camarade Georges Bastien le note avec raison dans le dernier numéro de *Germinal* :

Avant de changer de croyances, on passe toujours par une période de doute, de scepticisme, d'indifférence, pendant laquelle, extérieurement, on a l'air d'être vide de pensées et d'action. Mais le besoin d'idéal est inhérent à la nature humaine...

Et c'est précisément parce que cette désaffection de plus en plus marquée pour la chose électorale réveille chez les abstentionnistes autre chose que de l'indifférence, de la lassitude ou même du dégoût, que les hommes politiques ne se trompent point sur la nature d'un état de fait qui, pour eux, offre un danger auquel ils songent à parer :

Les politiciens parlent sérieusement d'instaurer le vote obligatoire, tellement l'inquiétude les travaille. Et puis après, quand on votera avec le même enthousiasme qu'on va chez le receveur, cela réhaussera-t-il le prestige de la politique et des politiciens ?

Le suffrage universel a trahi les espoirs que nos grands-pères avaient mis en lui. En imposant l'obligation de voter, on lui enlève encore un peu du sérieux que certains lui prêtent, car l'électeur, contraint d'accomplir une corvée, comprendra mieux encore que le bulletin de vote n'est pas une arme libératrice, puisque les bourgeois y tiennent tant.

A propos de vote obligatoire, d'ailleurs, les sphères officielles ont déjà lancé des ballons d'essai. Prétendre que les pouvoirs publics en seront réduits à cette extrémité d'imposer aux citoyens qui s'y opposent l'obligation de voter, parce que la propagande abstentionniste des anarchistes a eu pour conséquence la désertion des urnes par un nombre imposant d'électeurs, serait exagéré. Il n'en reste pas moins que cette situation, pour une bonne part, est une résultante de notre propagande antiparlementaire, laquelle pourtant, n'a pas toujours été menée selon une méthode pratique qui en ait pu décupler les résultats.

Quoi qu'il en soit, que le vote devienne ou non obligatoire, là aussi nous devons rajouter nos formules et quitter les sentiers battus. Les périodes électorales sont merveilleusement propices à l'exposé de nos idées et de nos conceptions. Nous pouvons, grâce à elles, espérer toucher par notre propagande le maximum d'individus. Pour y parvenir, peut-être serait-il bon d'envisager si la pratique des réunions publiques est la meilleure des solutions; si, dans ces réunions, nous ne risquons pas davantage de nous heurter à des partisans convaincus, à des électeurs acquis à l'avance à un candidat ou à un parti, plutôt que des abstentionnistes possibles, des antiparlementaires conscients, peut-être des anarchistes en puissance, des anarchistes qui s'ignorent. S'il en est ainsi — et je le crois — nous perdons quasiment notre temps. A-t-on songé quelle propagande plus sérieuse, plus profonde nous pourrions faire, si, par circulaire, par exemple, nous touchions l'électeur à domicile ?...

Qu'on veuille bien examiner ce point de vue, y réfléchir et l'on s'apercevra que nous avons tout à gagner à moderniser notre action antiparlementaire. Et puis, l'instauration du vote obligatoire, si elle se réalise, nous y contraindra sans doute quelque peu. Nous aurons alors à nous prononcer sur l'alternative qui se posera de voter ou non; ou bien, en continuant de nous abstenir, subir la loi nouvelle et payer les amendes qui ne manqueront point d'en être la sanction, ou bien nous servir de cette loi et voter abstentionniste, faire campagne pour faire voter les abstentionnistes sur un programme antiparlementaire — sans qu'il soit jamais question, bien entendu, de viser à faire élire un candidat quelconque dans une assemblée d'Etat.

Naturellement, il ne s'agit là que d'une appréciation personnelle et ce premier jalon n'est posé que pour susciter une discussion qui aurait pour but de déterminer les méthodes les plus aptes à renforcer cette branche de notre activité anarchiste qu'est l'antiparlementarisme, de même qu'à notre avis sont nécessaires bien d'autres discussions et examens destinés à fortifier notre propagande dans tous les domaines pour consolider le mouvement anarchiste.

Car, en définitive, le but de notre propagande, de notre activité, c'est le développement toujours plus grand du mouvement anarchiste. Cette préoccupation ne nous est pas particulière, de moins nous aimons à le croire, elle anime aussi les anarchistes d'autres écoles que la nôtre. On voudrait que ce soit ce sentiment qui ait inspiré à Elie Angonin l'article qu'il vient de donner à *L'Anarchie*. Il se propose, par cet article, qu'il intitule : « Détente difficile », de « rechercher différentes suggestions pour que les rapports entre anarchistes trouvent une cohésion plus harmonieuse »...

Car la détente sera difficile dans les milieux anarchistes. Ne recherchons point à qui en incombe la faute. Que le curieux feuilleté les collections de journaux et de publications anarchistes de ces dernières années, ou même simplement de ces derniers mois. Il aura tôt fait de voir si, par exemple, c'est dans les feuilles où l'on parle le plus de camaraderie, d'entente et d'autres... synthèses, qu'on lance le moins de pointes acérées contre toute une catégorie d'anarchistes, quand on n'y manie point l'épithète épouvantable d'un certain courant de

l'anarchisme qui n'est pas précisément celui qui prône ces feuilles.

Si ce résultat « expérimental » lui aussi, ne provenait que d'une erreur de tactique, le mal serait bénin. Mais il est grave et dangereux justement parce que cette erreur de tactique — volontaire d'ailleurs — n'est elle-même que le produit d'une erreur de jugement que nous retrouvons sous la plume d'Angonin quand il examine la situation présente du mouvement anarchiste :

L'observateur qui embrasse objectivement le processus du développement anarchiste en ces dix dernières années, constate, sans plus, que les idées « d'organisation » ont suivi une courbe ascendante, dont le sommet paraît être le congrès anarchiste de 1927. Parallèlement à cette progression organisationnelle, les faits indiquent une régression fort conséquente (sic) de l'activité spécifiquement anarchiste sur le plan social, éducatif (sic), recrutement attractif (?)

Présenter ainsi le problème et en dégager cette solution, c'est prendre l'effet pour la cause. Si l'idée d'organisation a, depuis la guerre, suivi une courbe ascendante, et qu'elle soit passée dans le domaine des faits qu'elle soit devenue un fait dans le mouvement anarchiste, c'est parce qu'elle répondait à un besoin, parce que l'organisation était une nécessité vitale pour le mouvement anarchiste. Si, parallèlement, on constate une régression de l'activité spécifiquement anarchiste, ce n'est pas parce qu'existe l'organisation anarchiste, c'est surtout parce que la plupart des anarchistes — surtout ceux qui répugnent à l'organisation ou ils amoindrieraient leurs précieuses individualités — se moquent comme de leur première chemise de l'activité « spécifiquement » anarchiste. La vérité, c'est que le mouvement anarchiste dans son ensemble, tous courants compris, est composé surtout d'individus qui s'intéressent à tout — hormis à ce qui n'est point « spécifiquement » anarchiste. C'est qu'il est rongé d'un mal étrange contracté au contact d'influences néfastes, qui fait se cantonner ses composants dans un faux individualisme, — alors que le vrai est l'apanage des seules âmes d'élite — dans un ridicule « surhomisme » de pacotille. La vérité c'est que le mouvement anarchiste manque de propagandistes anarchistes de valeur, précisément parce qu'il est empoisonné par ce nouvel évangile : se réaliser soi, d'abord ; se donner, militer ensuite, si l'on y pense !

Trop de surhomisme, pas assez d'hommes ! Trop d'éclectisme, pas assez d'anarchisme !

Voilà le mal, voilà pourquoi l'organisation anarchiste était nécessaire : elle était la seule réaction possible contre l'individualisme n'ayant d'anarchisme que le nom, qui envahissait et déprimait le mouvement anarchiste. Voilà pourquoi aussi, elle a rencontré tant d'adversaires acharnés qui ne lui pardonnaient jamais d'être l'empêchement de combiner ou de déliner en rond. Voilà pourquoi, encore, elle-même n'a pas été jusqu'ici en mesure de réaliser les promesses qu'attendaient d'elle ses promoteurs, parce qu'elle a dû d'abord lutter contre elle-même le jour où elle-même — et se changer du mouvement anarchiste — et s'en débarrasser.

Epurée de tout ce qui ne place pas l'anarchisme au-dessus de tout dans la lutte sociale et la bataille des idées, l'organisation anarchiste reste ouverte à tous les anti-autoritaires qui voient en elle le moyen le plus sûr de donner au mouvement anarchiste la prépondérance à laquelle il peut légitimement prétendre.

LE LISEUR.

MŒURS DE CHAOUCH

« Un contremaître attaqué par des ouvriers révolutionnaires » : telle est la version donnée par les journaux bourgeois et, en particulier, par le *Journal de Saint-Denis*, sur les incidents qui se déroulent, le 22 octobre, devant la porte de l'usine Nicolas, à Saint-Ouen.

Cette attitude de la presse « de grande information » et du *Journal de Saint-Denis*, l'organe réactionnaire de la banlieue parisienne, n'est pas pour nous surprendre. N'est-ce pas le rôle de cette presse à tout faire d'être toujours à côté du patronat et de ses laquais ? Elle vient, une fois de plus, en dénaturant les incidents de Saint-Ouen, de donner la mesure de son asservissement aux ennemis de la classe ouvrière.

Voici, en toute impartialité, la vérité sur les incidents qui faillirent coûter la vie à un ouvrier, telle qu'elle nous a été exposée par de nombreux témoins.

A l'usine Nicolas, sévissait une brute de contremaître dénommé Mortier qui, continuellement, braillait ouvriers et ouvrières sans aucune raison, leur décochant — aux ouvrières surtout — des épithètes malséantes dont son vocabulaire était amplement fourni. Profitant de sa haute taille et de ses prérogatives de contremaître, ce joli monsieur se conduisait, envers le personnel placé sous ses ordres, en véritable garde-chiourme. Cette situation ne pouvait durer. Le personnel en avait assez des incartades de cet individu grossier dont les manières se rapprochaient plus de garde-chiourme que du technicien chargé de distribuer le travail.

Et, le 22 octobre, la coupe déborda. A la suite du renvoi injustifié de deux ouvriers, le personnel décida de crier son dégoût envers ce personnage peu intéressant. Aussi, à la sortie de l'usine, l'attendirent-ils pour lui demander des explications au sujet des actes que nous avons relatés plus haut.

Mais, à ce moment — et c'est là que le Mortier apparaît sous son véritable jour — le contremaître, armé d'un tiers-point, bondit sur le groupe des ouvriers et ouvrières rassemblés, avant même que ces derniers aient pu esquiver un geste de défense, lâchement, s'acharnant sur le premier ouvrier à portée de sa main, Raymond Bouât, il lui porte plusieurs coups de son arme

redoutable. Le malheureux Bouât s'écroule, grièvement blessé.

Justement indignés par cet acte de sauvagerie, les ouvriers se précipitent pour désarmer le triste sire. Mais ce dernier réussit à se dégager et à rentrer dans l'usine, évitant ainsi la correction méritée, en se mettant sous la protection patronale et celle de la police, accourue aussitôt.

Voici les faits en leur triste réalité. L'ouvrier Bouât est à l'hôpital Bichat, la poitrine percée de plusieurs coups de tiers-point... Et, maintenant, la triste héros de cette aventure, le contremaître Mortier, poussant l'ignominie jusqu'au bout, ne manifeste-t-il pas l'intention de porter plainte contre ses « agresseurs » ; cela dépasse les bornes de l'entendement. Comment, après que tous les ouvriers témoins de son forfait, ayant été éliminés au commissariat, ne furent trouvés porteurs d'aucune arme, c'est lui qui, s'étant armé d'un tiers-point (outil qu'on ne porte pas généralement sur soi), crie à l'assassin. Bien qu'appuyé par son patron, sa manœuvre ne réussira pas : il est déjà jugé par l'opinion publique.

Le contremaître, naturellement, a été remis en liberté. Le patron Nicolas ayant décidé qu'il reprendrait son travail lundi dernier, les ouvriers et ouvrières n'ont pas accepté d'être à nouveau sous les ordres de cet individu.

Le patron, se rangeant du côté de son

auxiliaire, a prononcé le lock-out. Donc, en définitive : un ouvrier qui souffre sur un lit d'hôpital, des ouvriers et ouvrières pères et mères de famille jetés à la rue... et le contremaître plus arrogant que jamais, soutenu par son patron, qui s'apprête à continuer ses exploits. Ne voilà-t-il pas là un épisode de la vie des travailleurs qui montre bien la laideur du régime capitaliste. Il est grand temps que les ouvriers s'organisent solidement pour mettre fin aux iniquités qui découlent de ce régime et mettre un terme à l'arrogance de tous les patrons et leurs valets.

L'anarchiste italien Petrinì a-t-il été assassiné par le gouvernement russe ?

Les lecteurs du *Libertaire* se souviennent sans doute qu'il y a quelques mois, des camarades russes signalèrent l'arrestation, à Moscou, d'un réfugié politique, Alfonso Petrinì, habitant cette ville ; ce camarade, ouvrier tailleur d'Ancone, avait fui l'Italie, ayant contre lui, dans ce pays, une condamnation extrêmement grave. Malgré le secret observé par le Guepéc sur cette arrestation, nos amis purent apprendre indirectement que Petrinì était soupçonné d'être passé au service du fascisme et de remplir à Moscou le rôle de « confident » du gouvernement mussolinien. Cette incarcération s'était produite peu de jours après que Petrinì avait émis, à la maison des réfugiés politiques, une critique assez dure du régime sévissant actuellement en Russie. Connaissant le beau passé de Petrinì, redoutant, d'autre part, que le vrai motif de la détention ait été cette conversation trop franche, nos camarades s'attendaient à ce que le gouvernement russe fournisse, sinon les preuves, tout au moins les présomptions lui permettant d'avancer cette accusation. Ils attendirent en vain. Petrinì fut maintenu au secret le plus strict. Le délégué de l'Union locale des syndicats unitaires d'Angers, notre ami Bonnaud, profita de son passage à Moscou pour enquêter au sujet de ce cas. Il put obtenir de Piekova, la femme de Gorki, dirigeant une Société d'assistance aux détenus politiques (société privée d'ailleurs même du droit de visiter les prisonniers et de correspondre sans censure avec eux) la confirmation de l'emprisonnement de Petrinì ; mais, du fait de dispositions toutes spéciales, cette dame ignorait même le nom de la prison où il se trouvait.

Nous avons appris que la famille de Petrinì, à Ancone, a été officiellement avertie par la questure de son décès, survenu soudainement dans un sanatorium en Russie. Il y a-t-il connivence entre les gouvernements russe et italien pour dissimuler les circonstances de cette mort ? Nous sommes portés à le croire, car des bruits circulent dans les milieux anarchistes de Moscou assurant que Petrinì serait mort.

Nous ne sommes nullement étonnés de ce qu'un gouvernement capitaliste qui, en d'autres occasions, avec grandiloquence, défend le « prestige romain », laisse froidement assassiner un de ses sujets par un autre gouvernement, simplement parce que ce sujet est un révolutionnaire, un ennemi de classe.

Mais il serait plus intéressant de voir si les groupements dits de gauche, les grands penseurs, les écrivains, les historiens, se feront, par leur silence, les complices de cette disparition ; il serait curieux, en effet, de savoir comment la Ligue des Droits de l'Homme, les groupements antifascistes de « concentration » réagiraient en face de ce cas pour le moins troublant.

La même question se pose pour le Parti socialiste : si Petrinì était député et militant connu, il y aurait sans doute, depuis longtemps, des interventions de ce côté ; mais, enfin, le fait d'être ouvrier, révolutionnaire et antifasciste n'est-il pas une raison suffisante pour les ouvriers de ce parti de faire entendre leur voix ?

Et c'est bien sur le côté classe de cette affaire que nous attirons l'attention de ceux qui sincèrement adhèrent au parti communiste, mais ne voudront tout de même pas s'associer à un assassinat commis sans jugement dans l'obscurité des geôles russes.

Et nous-même, en songeant à ce cri d'alarme que nous lançons, nous n'avons qu'un ferme espoir : Nous savons que nous serons soutenus par les syndicalistes et les anarchistes du monde entier quand nous exigerons du gouvernement russe qu'il nous dise où est Petrinì.

S'il vit, qu'attend ce gouvernement pour prouver publiquement, après qu'il aura exposé sa défense, que Petrinì est un agent du fascisme ?

S'il est tué, de quel droit le gouvernement communiste, allié à l'Internationale communiste, ose-t-il demander au monde ouvrier de défendre ceux que le capitalisme emprisonne ou assassine ?

N. LAZAREVITCH.

A TRAVERS LE MONDE

L'action antimilitariste des anarchistes nazarens. Les difficultés de l'agitation libertaire. — Tentative d'organisation. Nouvel organe syndicaliste. — Un aveu plein de valeur.

La Yougoslavie, née des traités de Trianon, et de Versailles, est un pays fait de pièges disparates. L'animosité des Croates, anciens sujets hongrois, et des Monténégrins, hier encore indépendants, contre les Serbes de l'ancien royaume, est universellement connue. Chaque province ayant un passé et des traditions différentes et souvent contraires, il s'ensuit que le mouvement anarchiste yougoslave n'est pas unifié et possède en son sein des tendances diverses.

En Croatie, particulièrement à Zagreb, il y a quelques groupes libertaires. Ils sont menés par les étudiants. Leur activité principale est dirigée contre la dictature serbe d'une part, contre les agissements du patronat croate d'autre part. Ils ont des conceptions et des méthodes « ouvrieristes », plus accentuées d'ailleurs que celles que nous pouvons avoir en France et en Allemagne : ils s'inscrivent complètement de la paysannerie. Par leurs soins, un petit journal paraît, irrégulièrement il est vrai.

En Serbie et dans le Bacoka, au contraire, le mouvement anarchiste est uniquement agraire et communiste. Il est sous la dépendance absolue des doctrines de Tolstoï et d'Eugène Schmitt. Les anarchistes serbes, les *Nazarens* comme on les appelle, réclament la mise en commun des terres et leur administration par des syndicats ruraux ; ils refusent, en outre, de faire leur service militaire et de contribuer, par l'impôt, aux charges du ministère de la Guerre. Aussi sont-ils en conflit permanent avec les autorités. De 1924 à 1928, ils ont été condamnés à 11.000 années de prison. Les guides du mouvement anarcho-nazaren sont Douchou Gronitch et Brancko Pourzech. Dans leur simplicité, les déclarations de Gronitch à l'autorité militaire sont émouvantes. Aussi, les rapportons-nous :

Comme on disait à Gronitch de prendre un fusil, il répondit en effet : Je ne puis pas. Je crains de m'associer à lui. — Mais tu ne te marieras pas avec lui. — C'est la même chose que me marier avec lui si je le prends. — Jusqu'à quand ne prendras-tu pas de fusil ? — Jusqu'à ma mort, de crainte d'avoir à faire ce qu'on fait avec lui : tuer. En vertu de la loi pénale, Gronitch a été condamné à 10 ans de prison.

Les anarcho-nazarens n'ont pas de journaux. Ils éditent parfois des tracts, mais leur propagande est surtout orale. Il est vrai que la presse bourgeoise en relatant leurs condamnations et les motifs de celle-ci contribue à son insu à faire connaître aux masses yougoslaves l'insupportable ténacité de nos amis.

En Hongrie, la dictature militaire et féodale empêche toute agitation subversive publique. Les partis républicain et bolcheviste sont illégaux. A plus forte raison, les anarchistes sont-ils traqués.

Mais pour être clandestine, leur activité n'en est pas moins féconde. L'Union anarchiste magyare (*Bund der ungarischen Antifascisten*) a même publié en février 1928, de concert avec le Comité des anarchistes antinationaux, un manifeste fort important qui a été traduit en plusieurs langues, et, entre autres, en allemand par Ramus, le directeur du journal autrichien *Erkenntnis und Befreiung*.

Nos camarades hongrois, après avoir réclamé la reconstitution sur des bases plus fermes de l'Union universelle anarchiste, demandaient qu'à leur instar, les anarchistes du monde entier participassent plus activement à la vie des masses ouvrières, en pénétrant dans les syndicats et les coopératives, et non pas en se contentant d'avoir une sympathie théorique pour ces organisations.

Ils demandaient, en outre, que chaque anarchiste prit à son entrée dans son Union nationale, l'engagement de ne pas travailler dans les fabriques de munitions ni dans les bureaux de l'Etat soit comme ouvrier soit comme fonctionnaire, de ne pas laisser ses enfants dans des institutions cléricales ; de combattre le nationalisme et le capitalisme ; d'œuvrer pour l'unité ouvrière ; et d'apprendre l'espéranto.

Comme on le voit, ce manifeste contenait d'intéressantes suggestions. L'Union anarchiste magyare a des groupes ouvriers et paysans. Elle édite un journal polycopié *Uj Vilag*. Actuellement ses membres, dont beaucoup ont participé à l'agitation syndicale de Vazi, ont à lutter contre les socialistes qui, de connivence avec le gouvernement, ont accaparé la direction des syndicats, brisent les grèves et de la façon la plus ignoble trahissent les syndiqués.

Chaque jour apporte de nouveaux scandales. Dernièrement, en juillet, les fascistes (*Sas*) ont assassiné un mineur et blessé grièvement un autre à Salgotarjan. Le lendemain du crime, le journal officiel des socialistes le *Nepszava* publie en première page, en caractères énormes : « L'Allemagne construit un zeppelin qui traversera l'Océan en 30 heures. » Mais sans commentaire, elle reproduit en dernière page, « trois lignes », le texte de l'agence gouvernementale concernant le crime. Aux obscures, les représentants socialistes s'adressa à la justice divine ! Trois semaines plus tard, le *Nepszava* fit connaître que la veuve de la victime qui avait six enfants, venait d'obtenir un permis de mendicité !

Par contre, le rédacteur en chef du *Nepszava*, M. Vaneza, a obtenu du gouvernement l'autorisation d'ouvrir un café, faveur rarement accordée. A Pécs, à Ujpest, à Győr, à Kaposvár, les socialistes empêchèrent les syndiqués de se mettre en grève pour obtenir une hausse de salaires. Leurs représentants au Parlement et à l'hôtel de ville se contentent de faire du tapage, à l'occasion de certaines exactions commises par des petits employés. Mais, ils ne s'opposent pas aux projets bellicieux du gouvernement qui investit des sommes considérables dans l'industrie chimique et métallurgique. Chaque semaine, leur journal consacre deux pages aux

questions agraires. Mais on n'y trouve que des conseils pour l'élevage des porcs ou la culture de la vigne.

La librairie du parti socialiste ne publie aucun ouvrage théorique ; mais elle lance des livres, tels que les *Mémoires* de M. Waltner où il raconte avec complaisance ce qu'il a mangé dans ses tournées de propagande à la campagne !...

Aussi, les attaques de nos amis contre la social-démocratie hongroise sont-elles autant justifiées que celles que nous menons ici, par exemple, contre les bolchevistes.

D. M.

La Fédération des groupes anarchistes « Bakounine » développe une propagande dans les rangs de la classe ouvrière. Il s'est formé une Commission de propagande qui se donne pour tâche d'organiser la classe ouvrière dans le domaine économique et culturel. Cette propagande est menée par la parole et par l'écrit. Des résultats satisfaisants ont été jusqu'à présent surtout obtenus par les employés de tramways de la capitale du pays, Guayaquil. Malheureusement, le mouvement révolutionnaire manque d'une presse paraissant régulièrement. C'est le but immédiat que nos camarades de l'Equateur se sont donné à atteindre.

Les efforts unis de nos camarades en Australie leur ont permis de publier à nouveau le journal syndicaliste « Action Directe », comme organe des I. W. W. Pour l'instant, le journal paraît une fois par semaine sur quatre pages. On est, cependant, en train de faire le nécessaire pour le faire paraître sur huit pages.

Dans les rapports de la presse de l'Internationale d'Amsterdam, du 31 juillet, nous trouvons un rapport sur l'Australie dans lequel on se plaint que le Congrès des Syndicats australiens s'est prononcé pour l'adhésion au secrétariat syndical panaméricain de l'I. S. R. On fait encore remarquer que la classe ouvrière australienne montre un grand mécontentement de la collaboration avec le Gouvernement et le patronat, ainsi que des Comités d'arbitrage. Comme on le sait, l'Australie est le premier pays qui eut un gouvernement ouvrier et qui, depuis des années, réglait les revendications ouvrières par des arbitrages obligatoires sous le contrôle de l'Etat. La législation sociale d'Australie était donnée comme exemple et estimée du mouvement ouvrier étatisé du monde entier. Il ressort maintenant que, par cette tactique, la classe ouvrière s'est dépeuplée de plus en plus. L'Internationale d'Amsterdam doit convenir :

« Enfin, la législation qui fut si hautement estimée et qui fut donnée en exemple au monde entier a apporté beaucoup de désillusions. La croyance très répandue avant la guerre en Australie que la classe ouvrière de ce pays, contrairement à celle des pays européens, pouvait élever le standard de vie sans de grandes luttes est fortement ébranlée. » Il serait souhaitable que les organisations adhérentes à l'Internationale d'Amsterdam tirent une leçon de l'expérience de la classe ouvrière d'Australie. Malheureusement, ce ne sera pas le cas. La politique de législation sociale constitue toujours un des piliers principaux de l'Internationale d'Amsterdam.

Un service à nous rendre

« Le *Libertaire* » cherche d'urgence un local de préférence près d'une station de métro et à loyer modéré, se mettre en rapport avec N. Faucier au « *Libertaire* ».

SOLIDARITÉ ET SYNDICALISME

Sur la ligne d'Argenteuil à Paris Saint-Lazare, entre les stations de Bois-Colombes et Asnières, une équipe de terrassiers travaille sur la voie.

Cette équipe est composée de syndiqués à la C.G.T.U., mais parmi eux se trouve — ou plutôt se trouvait — un camarade adhérent à la C.G.T.S.R. Cela n'eut pas le don de plaire au délégué « rouge » qui intima l'ordre au copain d'avoir à changer sa carte et d'adhérer à la C.G.T.U. ou bien de vider les lieux.

Notre camarade refusant d'adhérer au syndicat « unitaire », fut contraint de quitter le chantier.

Il est digne des moscovitaires d'employer envers nos camarades étrangers les mêmes méthodes que la police. Celle-ci les expulse, les condamnant ainsi à la vie errante des émigrés toujours à la recherche du pays qui voudra bien les recevoir sur son territoire. La C.G.T.U. les prive de leur gagne-pain, sous le prétexte qu'ils ne pensent pas comme les « as » qui président actuellement aux destinées du syndicalisme « unitaire » (oh combien) français.

Des incidents semblables se sont déjà produits sur les chantiers, s'ils se renouvellent demain le syndicat « unitaire » des terrassiers, par ses méthodes profascistes, en portera la responsabilité.

NOS FÊTES

La matinée artistique, organisée le dimanche 21 octobre, a obtenu un succès relatif, en raison du temps qui incitait plutôt à la promenade. Le bénéfice réalisé se monte cependant à 640 francs.

Pendant la saison d'hiver, nous continuerons à essayer, par ce moyen, d'apporter un peu de charme à l'existence morne et difficile qui nous est imposée par les maîtres de l'heure.

Nous y viendrons nous retremper en de saines distractions et passer dans une atmosphère de franche cordialité quelques instants agréables.

Notre prochaine fête aura lieu le samedi 1^{er} décembre en soirée, salle de « La Bellevilloise » ; d'ores et déjà, nos dispositions sont prises pour assurer à nos amis un programme de choix qui ne le cédera en rien à ceux des fêtes précédentes.

Camarades ! retenez donc votre soirée pour cette date.

Le Comité des Fêtes.

LA VIE DE L'UNION

COMMISSION ADMINISTRATIVE

SEANCE DU 22 OCTOBRE

Plusieurs camarades nous demandant des précisions sur notre campagne pour l'abolition de l'expulsion par voie administrative, une mise au point sera faite dans le Libéraire. On la trouvera dans ce numéro, en première page.

Notre camarade Sébastien Faure nous écrit pour approuver notre campagne et nous offrir son concours. Nous sommes sensibles à ses approbations et il va s'en dire que nous acceptons sa collaboration.

La Commission Administrative ayant appris que quelques camarades de différentes langues s'étaient groupés en vue d'envisager les moyens propres à assurer une existence décente à S. Faure, que la maladie vient d'atteindre cruellement, se déclare d'accord avec ces camarades et elle s'engage à verser — aussi longtemps qu'il le faudra, le plus longtemps possible — la somme mensuelle de trente francs au Comité de secours Sébastien Faure. Mais la C. A. émue aussi de la situation du camarade Malino qui sort de l'hôpital, où il a voulu un moment l'amputer d'un pied, qui porte de multiples blessures, que la tuberculose mine et qui n'a pas la force d'accomplir une besogne manuelle — qui ne peut non plus, par sa méconnaissance de la langue française, faire un travail de bureau — demande audit Comité d'associer, dans sa solidarité Nestor Malino à Sébastien Faure.

PARIS-BANLIEUE

Fédération parisienne, samedi 3 novembre, réunion du C. I. de la Fédération, à 20 h. 30, 12, rue des Flandres.

Samedi 10 novembre, assemblée générale des militants de la Fédération parisienne. La salle sera indiquée ultérieurement.

Groupe du 45^e. — Réunion vendredi 2 novembre à 20 h. 30, 85, rue Mademoiselle. Les camarades étudiants sont particulièrement invités.

Groupe Libéraire de Saint-Denis. — Réunion vendredi 2 novembre 1928, à 20 h. 30 très précises, lieu habituel.

Groupe régional de Bezons. — Le groupe se réunira dimanche 4 novembre, à 9 h. 30 du matin, salle de la Mairie, décision à prendre au sujet de la fête. Les camarades de Saint-Germain, Courbevoie, Châtou, Carrières, Argenteuil sont priés d'être présents. Le groupe régional.

PROVINCE

Groupe de Lille. — Les camarades sympathisants et lecteurs du « Libéraire » sont invités à assister à nos réunions qui ont lieu tous les samedis 142, rue de Wazemmes, Allées, camarades, un bon mouvement, des tâches urgentes nous sollicitent, soyez nombreux à nos prochaines réunions.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

« Le Libéraire » est en vente au Dépôt Central, rue Bannier.

Lézignan-Corbières. — Aux anarchistes com-

DANS LE S. U. B.

Réunion du Conseil le jeudi 8 novembre, à 18 heures, salle de Commission, 4^e étage, Bourse du Travail.

Permanence du dimanche. — 4 novembre : Capelle Alexandre ; 11 novembre : Bourse fermée ; 18 novembre : Charbonneau.

Réunion des monteurs en chauffage le vendredi 9 novembre, à 18 heures, salle de Commission, 1^{er} étage, Bourse du Travail.

Réunion du Comité de l'Ent'aide, local habituel, le mardi 6 novembre, à 20 h. 30.

A l'ordre du jour : élection d'un secrétaire.

Le trésorier : Langlé.

Avis. — La Bourse du Travail sera fermée les 1^{er} et 2 novembre.

Cimentiers et aides. — Les cours de dessin devaient commencer le 2 novembre, à cause de la fermeture de la Bourse du Travail, ces cours commenceront le mardi 6 novembre, à 17 h. 30, salle des cours professionnels B, à l'entresol, Bourse du Travail.

Ces cours sont entièrement gratuits, tous les camarades peuvent y assister.

LES LEÇONS D'UN CRIME

CEUVRES POUR ENPECHER

LE RENOUVELEMENT

Les gouvernements agents fidèles du patronat de la Bâtisse, ont empêché la protestation ouvrière de se manifester derrière les convois des malheureux victimes de la catastrophe de Vincennes.

Nous n'avons pas pu, de tant le déploiement insensé des forces policières, apporter l'hommage du syndicalisme à ces victimes du capitalisme, espérons que la leçon nous sera profitable, et qu'à l'avenir, nous employerons d'autres méthodes pour faire connaître à l'opinion publique les coupables de pareils crimes afin que le châtiment ne puisse être détourné sur de vagues comparses.

Les victimes sont à peine enterrées que nous voyons périr s' les ruines encore tachées du sang des victimes toute une bande de complices cherchant à innocenter le sieur Provini, mettant sur le compte de la fatalité ce crime qui n'a pu être consommé que par la course aux bénéfices que poursuivaient tous les entrepreneurs sans exception.

Si les organisations ouvrières sont systématiquement écartées des unes, nous voyons par contre en compagnie des experts, des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics diriger les recherches des responsabilités : examinons s'ils sont qualifiés pour cette besogne.

Ossude, chimiste de Nogent, qui a l'habitude de macquer les débris de banlieue (pauvre banlieue) à sec généralement, avec le moins d'enduit possible, a été pris en flagrant délit, il y a quelques années, ainsi que son ami Favart qui opère dans les mêmes conditions à Montreuil, et pour compléter, le fournisseur de matériaux Leblond, qui, évidemment, ne peut déguiser sa marchandise. Si avec tous ces complices le sieur Provini ne sort pas blanc comme neige de l'aventure, c'est que, vraiment, il ne saura pas se débrouiller, car il ne pourra pas se plaindre de ses confrères.

Pour nous l'affaire ne doit pas s'arrêter là, nous ne voulons pas que de pareils crimes se reproduisent, et pour ce faire nous devons mener une campagne ardente pour obtenir nos dé-

ministes de Lézignan et de la région. — Camarades, vous avez pu voir dans le présent numéro que le groupe de Lézignan s'était assis une lourde tâche, il importe que, pour qu'il puisse continuer dans la voie où il s'est engagé tous les anarchistes communistes sincères lui viennent en aide. Les réunions du groupe vont reprendre. Désormais, elle auront lieu tous les samedis, café des Sports, tous ceux qui s'intéressent à nos efforts se joignent à nous, afin de pouvoir continuer l'œuvre entreprise. Tous à l'œuvre donc, et à samedi. — Yvan Pau.

CONGRES DE COURSAU

Réunis en congrès le 28 octobre, les délégués des groupes A. C. de Montpellier, Agde, Pézenas, Béziers, Bize, Coursan, Narbonne, Lézignan, Ornaïsons, ont mis debout une organisation fédéraliste et révolutionnaire prenant pour titre « Fédération Communiste Libéraire du Languedoc ».

L'organisation. — Le travail de correspondance, de liaison entre les groupes de l'Aude et de l'Hérault sera à la charge d'un bureau composé d'un secrétaire administratif, d'un secrétaire de propagande et d'un trésorier. Ceux-ci seront responsables de leur activité devant les groupes adhérents.

Nulle activité suivie n'étant impossible sans ressources régulières, le congrès accepte le principe de la carte et des cotisations régulières.

Chaque mois, un bulletin mensuel sera adressé aux groupes et adhérents isolés, faisant part de l'activité, des initiatives de chacun ; il sera demandé aux groupes de se tenir régulièrement en relations avec le secrétaire administratif.

La propagande. — Des réunions pour Vial sont préparées immédiatement avec les orateurs régionaux Pau, Vaguet et Ghislain ; la campagne contre les expulsions administratives suivra de près, de même qu'une tournée générale avec un orateur de l'U. A. C. R. Le bureau fournira aux groupes des camarades faisant des causeries sur des sujets d'actualité ou de doctrine.

Le journal régional. — Vouant pousser plus loin le travail de propagande et de recrutement, le congrès décide qu'il est nécessaire de faire le maximum d'efforts pour lancer sous peu un journal populaire où une large place sera laissée pour la chronique régionale. Nos camarades des autres départements du Midi ne seront pas oubliés puisqu'ils trouveront dans nos colonnes toute la place qui leur sera nécessaire pour leur propagande locale.

Pour que tout soit mis au point avant le lancement, une commission de préparation est nommée.

Nos relations avec l'U. A. C. R. — Affirmant son attachement à l'U. A. C. R. et à ses œuvres, la Fédération C. I. du Languedoc insiste auprès de ses adhérents pour qu'ils soutiennent de toute leur activité l'U. A. et ses œuvres : le « Libéraire », la Librairie Internationale et le C. I. D. A.

Pour l'unité. — Faisant abstraction de toutes les querelles qui, pendant un certain temps, ont agité le mouvement anarchiste, le congrès espère que les groupes des autres régions du Midi sauront s'entendre pour mettre debout, eux aussi, une fédération anarchiste communiste, laquelle pourra compter sur la collaboration de l'aide fraternelle nécessaire à la vie de nos œuvres et le développement de notre propagande.

Pour la Fédération Communiste Libéraire du Languedoc :

Le Bureau : Estève, secrétaire administratif ; Daunis, secrétaire à la propagande ; Vaguet, trésorier.

La commission du journal : Ghislain, Pau, Puch.

Adressez toute la correspondance à Louis Estève, à Coursan (Aude).

Nota. — Les camarades de Bédarieux et de Bram n'ayant pu assister au congrès ont écrit en faisant connaître qu'ils étaient d'accord avec les présentes décisions.

légues à la sécurité, sous le contrôle de l'organisation syndicale, seule intéressée, à la sécurité des travailleurs et du public, n'étant pas guidé par un esprit de lucre, il faut que tous les camarades posent cette revendication.

En attendant, nous allons dénoncer les sabotages qui nous sont connus et cloquer au pilori les plus canailles des entrepreneurs, il restera au public à se défendre : les pouvoirs publics, ne réservant leurs coups qu'aux camarades des victimes.

Pour cette fois, nous allons dénoncer les agissements de l'Entreprise Deleau et Fils, rue Darau. Dans son chantier de Saint-Coud, construction légère, planchers et murs d'agglomérés ont le dosage du ciment n'a jamais été respecté, par suite d'erreur ou d'oubli, les cheminées n'étant pas à leur place on a coupé les poutres en ciment armé qui relient les murs façade rue et façade cour, et on a passé des poteaux en aggloméré à l'emplacement des poutres coupées, sans prendre la peine de renforcer ces dites poutres et ceci du haut en bas du bâtiment d'un bout à l'autre, en apprenant que la façade mesure 80 mètres de long et qu'il y a 6 étages de bâtiment, l'on se rendra aisément compte de l'ampleur du sabotage et qu'il ne faudrait pas grand-chose pour que les murs se lézardent et que finalement le tout s'effondre.

Voici pour le compte de la Ville de Paris : à l'Asile Sainte-Anne, rue Cabanis, 2, comme bâtiments il y avait un asile pour hommes et un pour femmes ; bien que finis ces asiles sont inhabitables, pas de fondations, les fondations furent comme des rangers, les murs de façade sont lézardés, notre requin ne s'est pas démonté pour si peu ; il mit un compagnon qui passa 4 jours à boucher les fissures et maquiller la façade au ciment latier très clair ; le compagnon s'en va ; un autre revient et 15 jours durent le ciment et le travail relui, nous ordonne de finir, un peu de peinture rouge à l'endroit des maquillages, et voilà un bâtiment livré et accepté par les autorités compétentes.

Dans ces cabanes (on ne peut appeler cela autrement) on va y loger des malades, quand cela s'écroulera on trouvera bien le moyen de mettre cela sur le dos des malades, et si les familles rouspètent on les fourrera au bloc comme de vulgaires manifestants, reste à savoir si cela durera longtemps, autant de sabotages que nous connaissons, autant de sabotages qui seront portés à la connaissance du public et peut-être bien qu'à la longue, on s'arrêtera à l'assassinat, le peuple mettra bon ordre et empêchera de nuire tous les Provini, Deleau et consorts.

Le S. U. B.

DANS LES SYNDICATS

Chez les Terrassiers

Réunion de la commission de contrôle le dimanche 4 novembre 1928, à 9 heures du matin, au siège, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Le secrétaire : Plessis.

C. G. T. S. R. — Chambre Syndicale des Métallurgistes de la Seine. — Permanence tous les samedis, de 15 à 18 heures, Lureux 21, 5^e étage, Bourse du Travail.

Samedi 3 novembre, permanent : Coimtepes.

Communications Diverses

Lyon. — Tous les compagnons qui sont partisans de la propagande libéraire sont invités à assister à la séance de la confrontation des thèses, de façon à mieux édifier les diverses tendances qui divisent actuellement le mouvement anarchiste.

Sébastien Faure sera présent pour expliquer ses conceptions sur la synthèse anarchiste. Samedi 3 novembre, à 20 h. 30, au premier étage, à l'Unitaire 127, rue Boileau.

Invitation cordiale à tous.

Groupe Anarchiste de Lyon. — Il est rappelé aux camarades et sympathisants que le groupe se réunit tous les mardis et vendredis, à 20 h. 30, au siège, salle Sacco-Vanzetti, 171, rue Duguesclin (angle cours Lafayette), tous les dimanches matins, de 10 h. à midi, permanence. Librairie, bibliothèque, journaux, etc.

Le groupe libéraire de Lyon a mis debout un plan de propagande par conférences, affiches, tracts, brochures, séances cinématographiques, etc., pour cet hiver, mais la réalisation de ce plan exigera beaucoup d'efforts et des sacrifices, aussi notre groupe, qui n'adhère à aucune organisation nationale et qui accepte dans son sein tous les camarades quelque soit leur tendance) qui veulent collaborer avec nous à la diffusion des idées anarchistes, lance-t-il un appel pressant à tous les camarades de la région lyonnaise pour qu'ils assistent à la grande réunion que le groupe organise pour le dimanche 20 novembre, à 20 h. du matin, au local, salle Sacco-Vanzetti ; à cette réunion qui a pour but la réorganisation du groupe et la discussion sur les moyens à employer pour réaliser le plan de propagande dont il est parlé plus haut ; tous les camarades de Lyon et la région se feront un devoir d'apporter leurs diverses suggestions.

MISE EN GARDE

Le local du groupe libéraire de Lyon vient d'être cambriolé par des individus qui emportèrent entre autres papiers sans importance et des livres, trois cahiers du groupe. Les camarades sont donc prévenus de ne tenir aucun compte de toute lettre ou circulaire qui porterait d'autres cachets que les deux suivants :

Groupe d'action Libéraire et Gauchistes Populaires de Lyon et la signature du secrétaire : L. Vidal.

Adressez la correspondance du groupe à L. Vidal, 41, rue Duguesclin, Lyon (6^e).

Groupe Anarchiste Espérantiste (Tles). — Que les camarades prennent note que le cours oral d'Espéranto a lieu chaque jeudi, 32, rue Saint-Sébastien, à 8 h. 1/2, sauf jeudi 1^{er} novembre. Les camarades qui ne peuvent suivre ce cours peuvent le faire par correspondance. Ecrire à Gaston Louis, 92, rue Rochechouart, Paris, 9^e.

Groupe des anarchistes et anarcho-syndicalistes russes de Paris. — La libération syndicale. Les camarades participant au mouvement, en France, sont informés qu'il s'est constitué un groupe de ce nom en France en liaison avec des éléments de même opinion en Russie, qui se sont fixés pour tâche de libérer les syndicats russes de toute emprise par le régime tsariste et d'Etat pesant sur eux. Nous estimons que plus la résistance, afin de pouvoir défendre son droit à l'existence et passer plus tard à l'offensive pour régler l'ensemble de la vie sociale du pays. Nous nous efforcerons donc d'aider de tout notre effort le prolétariat russe dans la lutte de classe qu'il a à mener. Nous ne sommes pas des Russes, mais nous nous sommes engagés à la vie de nos œuvres et le développement de notre propagande.

Pour la Fédération Communiste Libéraire du Languedoc :

Le Bureau : Estève, secrétaire administratif ; Daunis, secrétaire à la propagande ; Vaguet, trésorier.

La commission du journal : Ghislain, Pau, Puch.

Adressez toute la correspondance à Louis Estève, à Coursan (Aude).

Nota. — Les camarades de Bédarieux et de Bram n'ayant pu assister au congrès ont écrit en faisant connaître qu'ils étaient d'accord avec les présentes décisions.

Université Populaire Intercommunale, Vincennes, Saint-Mandé, Montreuil, Fontenay.

Conférences populaires. Mercredi 7 novembre, à 20 h. 30 précises, cinéma Trianon, rue des Laitières, Vincennes. Tribune Libre de l'U. P. I. Vincennes, Saint-Mandé, Montreuil et Fontenay.

Première partie : conférence débat par Paul Blanchard, qui traitera « la poésie et la vie », cette conférence constituera une préface à l'étude des grandes œuvres littéraires et des grands écrivains qui ont incarné l'idéal de l'humanité.

Deuxième partie : grand débat contradictoire sur la catastrophe de la rue de la Jarrie, Vincennes, Pinçon, délégué du Syndicat Unique du Bâtiment. Sont convoqués par lettre recommandée : M. le Maire et l'architecte de Vincennes, M. Doussain, député du canton, et le président du Syndicat des Entrepreneurs du Bâtiment.

Le public participera aux débats. Participation aux frais : 2 fr. ; carte familiale, 3 personnes, 4 fr. 50 ; 4 personnes, 6 fr. ; 5 personnes, 7 fr. 50.

La Ligue des Réfractaires à toute guerre fait paraître à l'occasion du 11 novembre un journal anti-guerrier « Le Réfractaire », le numéro 0 fr. 50, le cent, 35 fr. Envoyer les commandes et les fonds à A. Martin, 72, rue des Prairies, Paris, chèque-postal 1123-86.

A. Martin.

La Muse Rouge rappelle aux camarades que nos deux gorges mensuelles auront lieu le dimanche 4 novembre en matinée et soirée 49, rue de Breteigne.

Au programme tous les chansonniers.

Invitation cordiale à tous.

Petite Correspondance

Pierre Allain. — Inutile de renvoyer la liste. Rouvet. — Lettre au « Libéraire ».

Viola. — Entendu pour les 10 ex., donner adresse.

Albert Bosson. — Recu mandat 40 francs.

Albert S. Henri. — Ton abonnement se termine le 30-12-28.

Saï Mohamed. — J'attends de tes nouvelles.

E. Boclet, rue de Gamaches, Fresnesville, Somme.

Groupe des 5^e, 6^e, 14^e et 16^e arrondissements.

Réunion du groupe tous les mardis soir, à 20 h. 30, rue de la République (59).

Mardi prochain 6 novembre, organisation des conférences de décembre. Adhésions, cotisations.

Apdal de Strasbourg est prié de se mettre en rapport avec N. Faucier, écrire au « Libéraire ».

Reims. — Les lettres à ton adresse nous reviennent. Envoie la nouvelle adresse.

Rachel. — Je préférerais te répondre par lettre. Si cela te convient, fais-moi parvenir une adresse où je pourrai t'écrire. — B. André.

Des avis de réabonnement ont été envoyés aux abonnés en retard ; nous espérons que ceux-ci voudront régulariser leur situation vis-à-vis de leur journal, dans le plus bref délai, afin de ne pas compromettre notre situation financière.

La Voix de Province

LAPEYRADE (Hérault).

Nous avons organisé dans cette localité de la banlieue de Sète, une réunion avec le concours du camarade Ghislain.

Beaucoup d'ouvriers sont employés en ce moment dans cette région à la construction d'un port de mer à l'écluse de Chau.

C'est dans des taudis dénommés pompeusement cités que sont logés (si l'on peut dire), les exploités des usines des Produits Chimiques, du gaz de la Compagnie Bordelaise, de la Compagnie de Saint-Gobain.

D'autres bagnes sont en construction : les usines à ciment Lafarge du Theil, ainsi que celles de la Compagnie Kuhlmann.

Les travaux sont poussés avec une grande activité : ce qui se traduit par surexploitation des travailleurs.

150 personnes étaient venues écouter notre camarade Ghislain, qui traita de notre devoir devant la guerre.

La population n'étant habituée qu'à entendre les charlatans de la politique, venant en période électorale vanter leur camelote, fit un accueil chaleureux à l'exposé de notre camarade.

A l'appel pour la contradiction, nulle voix ne répondit, les policiers, patriotes et autres s'étant prudemment abstenus.

En résumé, bonne soirée qui portera ses fruits dans cette région essentiellement ouvrière, ou nous espérons bien faire entendre à nouveau la bonne parole qui fera connaître la beauté de l'idéal anarchiste communiste.

Allais.

LEZIGNAN

Le groupe de Lézignan avait décidé l'organisation d'une petite tournée dans tous les villages environnants. Nos camarades Yvan Pau et Vaguet se mirent aussitôt en campagne. Une première réunion eut lieu le mercredi 17 à Thézans devant un auditoire attentif, notre camarade Yvan Pau exposa l'affaire Vial, le long martyre de notre camarade délégué au bagne qu'on ne peut pas oublier. Yvan Pau expliqua longuement les mobiles qui poussèrent Vial à désertir. Et nous pûmes constater avec joie que la majeure partie de l'auditoire nous comprenait. Une collecte faite à la sortie rapporta la coquette somme de 37 francs.

Le lendemain, notre camarade se rendit à Fabrègues, où un public nombreux et attentif, de nouveau Yvan Pau retraça l'existence douloureuse de Vial, et après un long exposé sur l'objection de conscience, la séance fut levée et l'ordre du jour adopté à l'unanimité. La collecte rapporta 23 francs.

Le vendredi, Pau se rendit à Ornaïsons en compagnie de Vaguet. Vaguet prenant le premier la parole, fit l'exposé de la situation faite aux travailleurs, dénonçant l'odieuse répression qui s'abatait sur tous les militants révolutionnaires dans tous les pays. Notre camarade Pau, une fois de plus, parla de Vial et de la nécessité de poursuivre dans ce pays la campagne en faveur de notre camarade délégué au bagne. La collecte rapporta la somme de 21 francs.

Le lundi, notre camarade Pau se rendit seul à Ventenac, Vaguet n'ayant pu se déplacer. Là, dans ce petit village de 400 habitants à peine, nous eûmes un public nombreux et attentif. Après que Pau eut exposé l'affaire Vial, nous eûmes l'honneur d'enregistrer l'adhésion de la section socialiste qui déclara se joindre à nous dans la campagne entreprise. Le lendemain d'ailleurs, le « Midi-socialiste » inséra un long article commentant la réunion. Bref, excellente soirée. La collecte donna la somme de 17 francs afin de nous permettre de continuer et d'intensifier notre action en faveur de Vial.

Le mardi nous nous rendîmes à Canet ; là public nombreux, mais malheureusement notre camarade Pau, très fatigué, ne put exposer comme il l'aurait voulu l'exposé de Vial. Il se borna donc à faire un exposé très rapide de l'affaire, provoquant d'ailleurs de la part de son auditoire une vive émotion. Une collecte donna 13 fr.

Le lendemain, réunion à Camplong, mais jouant de malchance nous tombâmes dans cette localité en pleine fête. Et, c'est devant une trentaine de personnes que Pau parla de Vial. Ensuite il fut décidé, d'accord avec les camarades de la cellule communiste, d'organiser une nouvelle réunion un peu plus tard, ce n'est donc que partie remise. La collecte rapporta 18 fr.

Enfin, jeudi soir, clôturant cette première tournée, un grand meeting eut lieu à Lézignan, salle Continentale. Vaguet fit l'historique de la répression internationale. Puis il parla ensuite de la répression nationale, signalant l'attitude des Serrant et des Chappé, qui n'hésitent pas à emprisonner les militants de la classe ouvrière, violant même leur propre loi. Notre camarade Pau prit ensuite la parole, parlant des expulsions administratives dont sont victimes nos camarades étrangers. Ensuite, exposant le cas Vial, notre camarade montra l'hypocrisie des gouvernements qui venant par le pacte Kellogg, de mettre la guerre hors la loi, décidaient en même temps de maintenir au bagne un homme qui avait commis le seul crime d'avoir eu cette idée avant eux et de l'avoir concrétisée par son refus d'assassiner. Au moment de lever la séance, le secrétaire de la section locale du S. R. international assura nos camarades que cette organisation était en plein accord avec nous et d'ailleurs se préparait activement à engager le combat en faveur de Vial.

Une collecte faite à la sortie, donna cinquante-huit francs. Nos camarades Pau et Vaguet, désireux de continuer l'action nécessaire, se donnèrent l'ordre de se rendre à Camplong pour visiter tous les villages qui n'ont pu encore être touchés. Que tous les aident dans leur tâche.

L. Auriol.

NORD

La Fédération « Les Amis de Germinal » a tenu dimanche 28, sa réunion mensuelle. Réunion assez nombreuse et surtout très intéressante. L'ordre du jour qui comportait des questions très importantes, fut étudié et discuté longuement. Après la question du « Flambeau » gement, l'ordre du jour fut voté à l'unanimité.

Le service de presse du B. I. A. (bureau international antimilitariste) et le compte rendu de la dernière conférence tenue par le B. I. A. contre la guerre, fut cause d'un élément intéressant de discussion. En résumé cette réunion fut très intéressante. Tous les copains présents, montrèrent un bel esprit d'entente et d'unité et quelque chose de positif et qu'un travail efficace suivra et ne tardera pas à imprimer au mouvement anarchiste du Nord un nouvel élan.

Pour La Fédération « Les Amis de Germinal », Marc

ORLEANS

Les trucs de l'Eglise

Malgré le boycottage de certains journaux intéressés à faire le silence autour de la conférence qu'organiserait le groupe sur « Les crimes de l'Eglise » c'est devant un public d'environ 500 personnes que notre camarade Loréal put développer cet intéressant sujet. Auditoire essentiellement ouvrier et visiblement intéressé par l'exposé bourré de faits qui fut soumis à sa critique par l'orateur.

Pendant une heure et demie, notre camarade s'attacha à démontrer les contradictions de l'Eglise et de ses représentants, qui, se réclamant d'une doctrine d'amour et de renoncement, persécutèrent sans relâche, au cours des siècles, ceux qui refusaient de se soumettre à leurs absurdes préceptes ; il fit revivre les tristes moments de la guerre 1914-18, lorsque prêtres allemands et français oubliant le tu ne tueras point, de Jésus, proclamaient la guerre d'essence divine et bénissaient les armées de leur pays respectifs, les engageant à s'exterminer mutuellement dans une lutte, où, seuls avec leurs compères capitalistes, ils pouvaient y trouver leur compte.

Il dénonça ensuite la nocivité de mythes religieux plus récents, mais aussi dangereux comme l'idée de patrie, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, élaborée par les exploités de la révolution de 89 pour les besoins de leur mauvaise cause, le sursilage universel dont l'expérience désastreuse a condamné la pratique. Il mit enfin en garde l'auditoire contre les différentes églises politiques qui continuent à défendre ces principes néfastes et conclut en invitant les travailleurs à s'organiser pour renverser un tel régime dont ils étaient les dupes, pour enfin jouir sans restriction du fruit de leur labeur.

A l'appel de la contradiction et quoique les personnalités et organisations intéressées eussent été invitées par lettre et publiquement à venir présenter leur défense, nous eûmes la surprise de n'enregistrer aucune réponse. Il est vrai que comme l'indiquait certain journal local bien pensant, le sujet était « sauteux et gros d'orages », et c'est bien là l'aveu et la véritable raison de cette pitoyable dérobade.

Bref, nous eûmes l'occasion de constater une fois de plus que nos modernes disciples du Loyauté ont souvent des circonstances, employer des moyens adéquats pour empêcher la vérité de pénétrer dans les couches populaires. Nous n'en voulons pour preuve que ces quelques exemples : Lors de la conférence organisée avec le concours de notre camarade Chappé, le 23 février, ceux-ci usèrent de leur influence et obtinrent de faire interdire la réunion qui devait se tenir salle de l'Institut, à plusieurs reprises ils essayèrent également de troubler les réunions et n'y pouvant parvenir avec succès, ils ont jugé plus prudent cette fois-ci, faute d'arguments, de renoncer à venir soutenir, devant une salle dont la candeur (soyons polis), ne s'apparente pas précisément à celle de nos ouailles, une cause qui n'est plus défendable.

Devant ce spectacle de ridicule dégonflage, ne pensez-vous pas, camarades travailleurs, qui assistez nombreux à cette conférence, que nous devons pas rester inactifs. Cette dérobade, qui est une capitulation de la part de nos adversaires, doit nous être un stimulant dans la lutte que nous entreprenons contre les forces d'asservissement qu'emploient les prêtres de toutes les écoles.

Nous lançons un appel aux plus courageux pour qu'ils assistent chaque semaine à nos réunions de groupe, où, ensemble, dans une atmosphère de fraternelle camaraderie, nous envisagerons les moyens à employer pour extirper des cerveaux le poison religieux et lui substituer l'idée d'affranchissement et d'émancipation sociale, condition nécessaire pour l'établissement d'une société libre et égalitaire où les prêtres et les religions n'existeront plus qu'à l'état de mauvais souvenir.

Le groupe d'Etudes Sociales.

NOTA. — Une collecte fut faite à la sortie pour venir en aide à nos deux camarades René Martin et Joseph Chapin, tous deux emprisonnés, victimes de leur